



RAPPORT AUX ACTIONNAIRES

Périodes de trois et de six mois closes le 28 février 2015

FAITS SAILLANTS

(en milliers de dollars, sauf les pourcentages et les données par action)	Trois mois clos les			Six mois clos les		
	28 février 2015	28 février 2014	Variation	28 février 2015	28 février 2014	Variation
	\$	\$	%	\$	\$	%
Opérations						
Produits	536 904	518 477	3,6	1 075 287	1 035 448	3,8
BAILA ajusté ⁽¹⁾	229 069	221 807	3,3	463 052	445 847	3,9
Bénéfice de la période	55 038	58 467	(5,9)	120 401	115 306	4,4
Bénéfice de la période attribuable aux propriétaires de la Société	14 867	17 391	(14,5)	41 641	40 446	3,0
Flux de trésorerie						
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	198 925	187 611	6,0	217 924	247 846	(12,1)
Flux de trésorerie liés aux opérations ⁽¹⁾	172 493	173 415	(0,5)	346 745	332 637	4,2
Acquisitions d'immobilisations corporelles, d'immobilisations incorporelles et d'autres actifs	103 576	81 997	26,3	207 100	168 577	22,9
Flux de trésorerie nets ⁽¹⁾	68 917	91 418	(24,6)	139 645	164 060	(14,9)
Situation financière⁽²⁾						
Immobilisations corporelles	—	—	—	1 909 200	1 852 270	3,1
Total de l'actif	—	—	—	5 647 735	5 367 730	5,2
Endettement ⁽³⁾	—	—	—	3 063 756	2 848 040	7,6
Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la Société	—	—	—	554 805	513 965	7,9
Données par action⁽⁴⁾						
Bénéfice par action						
De base	0,89	1,04	(14,4)	2,49	2,42	2,9
Dilué	0,88	1,03	(14,6)	2,47	2,40	2,9

(1) Les termes désignés n'ont pas de définition normalisée selon les Normes internationales d'information financière (les « IFRS »); par conséquent, ils peuvent ne pas être comparables avec des mesures semblables utilisées par d'autres sociétés. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique « Mesures financières non définies par les IFRS » du rapport de gestion.

(2) Au 28 février 2015 et au 31 août 2014.

(3) L'endettement est défini comme le total de l'endettement bancaire, du capital de la dette à long terme, du solde à payer relativement à un regroupement d'entreprises et des instruments financiers dérivés.

(4) Par action à droits de vote multiples et action subalterne à droit de vote.



RAPPORT DE GESTION

Périodes de trois et de six mois closes le 28 février 2015

ÉNONCÉS DE NATURE PROSPECTIVE

Le présent rapport de gestion contient des énoncés qui pourraient être de nature prospective au sens des lois sur les valeurs mobilières. Les énoncés prospectifs représentent de l'information ayant trait aux perspectives futures et aux événements, aux affaires, aux activités, au rendement financier, à la situation financière ou aux résultats anticipés de COGECO et, dans certains cas, peuvent être introduits par des termes comme « pourrait », « sera », « devrait », « prévoir », « planifier », « anticiper », « croire », « avoir l'intention de », « estimer », « prédire », « potentiel », « continuer », « assurer » ou d'autres expressions de même nature à l'égard de sujets qui ne constituent pas des faits historiques. De manière plus précise, les énoncés concernant les résultats d'exploitation et le rendement économique futurs de la Société, ainsi que ses objectifs et stratégies, représentent des énoncés prospectifs. Ces énoncés sont fondés sur certains facteurs et hypothèses, y compris en ce qui a trait à la croissance prévue, aux résultats d'exploitation, au rendement ainsi qu'aux perspectives et aux occasions d'affaires que COGECO juge raisonnables au moment de les formuler. Bien que la direction considère ces hypothèses comme raisonnables en fonction de l'information dont elle dispose au moment de les formuler, elles pourraient s'avérer inexactes. La Société avise le lecteur qu'en raison du ralentissement économique observé au cours des dernières années, les énoncés de nature prospective et les hypothèses sous-jacentes de la Société sont sujets à de plus grandes incertitudes et que, par conséquent, ils pourraient ne pas se réaliser ou les résultats pourraient différer de façon importante des attentes de la Société. Il est impossible pour COGECO de prédire avec certitude l'incidence que les incertitudes économiques actuelles pourraient avoir sur les résultats futurs. Les énoncés prospectifs sont aussi assujettis à certains facteurs, y compris les risques et incertitudes (décrits dans la rubrique « Incertitudes et principaux facteurs de risque » du rapport de gestion annuel de 2014 de la Société), qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent considérablement des prévisions actuelles de COGECO. Ces facteurs comprennent notamment les risques liés aux marchés et à la concurrence, à la technologie, aux développements sur le plan de la réglementation, aux charges d'exploitation, aux systèmes d'information, aux sinistres et aux autres éventualités, aux risques financiers liés aux besoins en capital, aux ressources humaines, à l'actionnaire détenant le contrôle et à la structure de détention, dont bon nombre sont indépendants de la volonté de la Société. En conséquence, les événements et résultats futurs pourraient être bien différents de ce que la direction prévoit actuellement. La Société invite le lecteur à ne pas s'appuyer outre mesure sur les renseignements de nature prospective maintenant ou à une quelque autre date. Bien que la direction puisse décider de le faire, rien n'oblige la Société à mettre à jour ni à modifier ces renseignements de nature prospective à tout moment, sauf si la loi l'exige.

Tous les montants sont exprimés en dollars canadiens, sauf indication contraire. Ce rapport devrait être lu conjointement avec les états financiers consolidés intermédiaires résumés et les notes afférentes de la Société pour les périodes de trois et de six mois closes le 28 février 2015, préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (les « IFRS ») et avec le rapport de gestion compris dans le rapport annuel de 2014 de la Société.

STRATÉGIES ET OBJECTIFS DE L'ENTREPRISE

Les objectifs de COGECO sont l'accroissement de la rentabilité et la création de valeur pour les actionnaires. Les stratégies mises en œuvre à cette fin, appuyées par un contrôle rigoureux des dépenses et une amélioration des processus d'affaires, sont propres à chaque secteur. Les principales stratégies utilisées pour atteindre les objectifs de COGECO dans le secteur de la câblodistribution et des services de données aux entreprises sont axées sur l'élargissement de son offre de services, l'amélioration des services et des offres groupées de services existants, l'amélioration des réseaux, l'amélioration de l'expérience client et des processus d'affaires ainsi que le maintien d'une gestion solide du capital et d'un contrôle rigoureux des dépenses. Les activités de radiodiffusion et d'affichage publicitaire extérieur sont axées sur l'amélioration continue de la programmation et la diversification du portefeuille de produits en vue d'accroître la part de marché et, par le fait même, la rentabilité. La Société mesure sa performance à l'égard de ces objectifs en surveillant son BAIIA ajusté⁽¹⁾ et ses flux de trésorerie nets⁽¹⁾.

INDICATEURS DE RENDEMENT CLÉS

BAIIA AJUSTÉ

Pour la période de six mois close le 28 février 2015, le BAIIA ajusté a augmenté de 3,9 % par rapport à la période correspondante de l'exercice 2014, pour s'établir à 463,1 millions \$. La progression du BAIIA ajusté résulte principalement de l'amélioration des résultats de la plupart de nos secteurs opérationnels ainsi que des taux de change favorables qui ont profité à nos établissements à l'étranger par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. En raison de l'appréciation du dollar américain et de la livre sterling par rapport au dollar canadien, partiellement contrebalancée par un ralentissement des activités de radiodiffusion et d'affichage publicitaire extérieur, la Société a révisé ses projections financières pour l'exercice 2015, publiées le 31 octobre 2014. Selon les projections actuelles, le BAIIA ajusté devrait passer de 945 millions \$ à 953 millions \$. Pour plus de détails, veuillez consulter les projections révisées de l'exercice 2015 à la rubrique « Projections financières pour l'exercice 2015 ».

FLUX DE TRÉSORERIE NETS

Pour la période de six mois close le 28 février 2015, COGECO a déclaré des flux de trésorerie nets de 139,6 millions \$, comparativement à 164,1 millions \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent, soit une baisse de 24,4 millions \$. La baisse est principalement attribuable à l'augmentation des acquisitions d'immobilisations corporelles, d'immobilisations incorporelles et d'autres actifs, facteur contrebalancé en partie par l'augmentation du BAIIA ajusté, expliquée précédemment. En raison de l'augmentation du BAIIA ajusté, la Société a également révisé ses projections à l'égard des flux de trésorerie nets, les faisant passer de 280 millions \$ à 290 millions \$. Pour plus de détails, veuillez consulter les projections révisées de l'exercice 2015 à la rubrique « Projections financières pour l'exercice 2015 ».

CROISSANCE DE L'ENTREPRISE ET AUTRES DÉVELOPPEMENTS

Le sondage Numeris réalisé à l'automne 2015 dans la région de Montréal par *Portable People Meter* (« PPM ») révèle que 98,5 FM est la radio qui se classe à la tête du marché francophone de Montréal auprès de tous les auditeurs et dans la catégorie « hommes de deux ans et plus » (« 2+ »), tandis que Rythme FM a maintenu sa position de chef de file dans la catégorie « femmes 2+ » parmi les stations musicales. *The Beat* est la radio qui se classe au premier rang dans la catégorie « femmes de 25 à 54 ans » sur le marché anglophone de Montréal. Finalement, dans les autres régions du Québec, la plupart de nos stations de radio ont enregistré de bonnes cotes d'écoute.

Le 30 mars 2015, la filiale de la Société, Cogeco Câble Canada, a procédé au lancement officiel des services de télévision numérique avancée TiVo au Québec, ce qui complète le déploiement de TiVo dans nos zones de couverture canadienne et américaine. TiVo est le chef de file en matière de services de télévision avancée. L'expérience TiVo offre aux téléspectateurs des fonctions de recherche, de découverte, de visionnement et d'enregistrement universelles et simples à partir de tout appareil, créant ainsi l'ultime expérience de visionnement.

RÉSULTATS D'EXPLOITATION ET FINANCIERS

RÉSULTATS D'EXPLOITATION

	Trois mois clos les			Six mois clos les		
	28 février 2015	28 février 2014	Variation	28 février 2015	28 février 2014	Variation
	\$	\$	%	\$	\$	%
<i>(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)</i>						
Produits	536 904	518 477	3,6	1 075 287	1 035 448	3,8
Charges d'exploitation	307 835	296 670	3,8	612 235	589 601	3,8
BAIIA ajusté	229 069	221 807	3,3	463 052	445 847	3,9

(1) Les termes désignés n'ont pas de définition normalisée selon les IFRS; par conséquent, ils peuvent ne pas être comparables avec des mesures semblables utilisées par d'autres sociétés. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique « Mesures financières non définies par les IFRS ».

PRODUITS

Au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2015, les produits ont augmenté de 18,4 millions \$, ou 3,6 %, par rapport à l'exercice précédent, pour atteindre 536,9 millions \$. Pour les six premiers mois, les produits se sont chiffrés à 1,08 milliard \$, une hausse de 39,8 millions \$, ou 3,8 %, par rapport aux six premiers mois de l'exercice 2014. L'augmentation pour les deux périodes tient essentiellement au secteur de la câblodistribution et des services de données aux entreprises.

Dans le secteur de la câblodistribution et des services de données aux entreprises, au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2015, les produits ont augmenté de 23,5 millions \$, ou 4,8 %, par rapport à l'exercice précédent, pour atteindre 509,5 millions \$. Pour les six premiers mois de l'exercice 2015, les produits ont augmenté de 45,5 millions \$, ou 4,7 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice 2014, pour atteindre plus de 1,0 milliard \$. La hausse des produits pour les deux périodes résulte de la croissance interne de toutes nos unités d'exploitation, conjuguée aux taux de change favorables en ce qui concerne nos établissements à l'étranger par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent. Pour plus de détails sur les produits du secteur de la câblodistribution et des services de données aux entreprises, se reporter à la rubrique « Secteur de la câblodistribution et des services de données aux entreprises ».

CHARGES D'EXPLOITATION

Au deuxième trimestre de l'exercice 2015, les charges d'exploitation ont augmenté de 11,2 millions \$ pour atteindre 307,8 millions \$, ce qui représente une augmentation de 3,8 % par rapport à l'exercice précédent. Pour le premier semestre de l'exercice, les charges d'exploitation se sont chiffrées à 612,2 millions \$, soit une hausse de 22,6 millions \$, ou 3,8 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice 2014. L'augmentation des charges d'exploitation s'explique principalement par les résultats d'exploitation du secteur de la câblodistribution et des services de données aux entreprises.

Pour le deuxième trimestre de l'exercice 2015, les charges d'exploitation du secteur de la câblodistribution et des services de données aux entreprises ont augmenté de 14,0 millions \$ pour atteindre 278,2 millions \$, ce qui représente une hausse de 5,3 % par rapport à l'exercice précédent. Pour le premier semestre de l'exercice, les charges d'exploitation se sont chiffrées à 546,5 millions \$, soit une hausse de 28,3 millions \$, ou 5,5 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice 2014. La hausse des charges d'exploitation résulte de la croissance interne de toutes nos unités d'exploitation conjuguée à l'appréciation du dollar américain et de la livre sterling par rapport au dollar canadien. Pour plus de détails sur les charges d'exploitation du secteur de la câblodistribution et des services de données aux entreprises, se reporter à la rubrique « Secteur de la câblodistribution et des services de données aux entreprises ».

BAIIA AJUSTÉ

Pour le deuxième trimestre de l'exercice 2015, le BAIIA ajusté a augmenté de 7,3 millions \$, ou 3,3 %, pour s'établir à 229,1 millions \$, le secteur de la câblodistribution et des services de données aux entreprises ayant contribué à hauteur de 231,3 millions \$ au BAIIA ajusté consolidé. Pour les six premiers mois de l'exercice 2015, le BAIIA ajusté a augmenté de 17,2 millions \$, ou 3,9 %, pour s'établir à 463,1 millions \$, le secteur de la câblodistribution et des services de données aux entreprises y ayant contribué à hauteur de 450,1 millions \$. L'augmentation pour le trimestre et les six premiers mois de l'exercice 2015 dans le secteur de la câblodistribution et des services de données aux entreprises résulte de l'amélioration des résultats de tous nos secteurs opérationnels ainsi que des taux de change favorables en ce qui concerne nos établissements à l'étranger par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Pour plus de détails sur les résultats d'exploitation de Cogeco Câble, se reporter à la rubrique « Secteur de la câblodistribution et des services de données aux entreprises ».

CHARGES FIXES

	Trois mois clos les			Six mois clos les		
	28 février 2015	28 février 2014	Variation	28 février 2015	28 février 2014	Variation
(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)	\$	\$	%	\$	\$	%
Amortissements	118 304	114 455	3,4	234 351	231 549	1,2
Charges financières	37 324	34 392	8,5	74 860	68 414	9,4

Pour les périodes de trois et de six mois closes le 28 février 2015, la dotation aux amortissements s'est établie à 118,3 millions \$ et à 234,4 millions \$, respectivement, comparativement à 114,5 millions \$ et à 231,5 millions \$ pour les périodes correspondantes de l'exercice précédent, en raison essentiellement de l'appréciation du dollar américain et de la livre sterling par rapport au dollar canadien et aux acquisitions additionnelles d'immobilisations corporelles, facteurs partiellement contrebalancés par l'amortissement complet de certaines immobilisations incorporelles depuis la fin du quatrième trimestre de l'exercice 2014.

Pour les périodes de trois et de six mois closes le 28 février 2015, les charges financières se sont établies à 37,3 millions \$ et à 74,9 millions \$, respectivement, ce qui représente des hausses respectives de 2,9 millions \$ et de 6,4 millions \$ comparativement aux périodes correspondantes de l'exercice précédent. La hausse pour les deux périodes tient essentiellement à l'appréciation du dollar américain et de la livre sterling par rapport au dollar canadien.

IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT

Pour les périodes de trois et de six mois closes le 28 février 2015, les impôts sur le résultat se sont chiffrés à 17,1 millions \$ et à 32,1 millions \$, respectivement, comparativement à 14,1 millions \$ et à 30,0 millions \$ pour les périodes correspondantes de l'exercice précédent. L'augmentation pour les deux périodes tient essentiellement à l'augmentation du BAIIA ajusté et à l'appréciation du dollar américain et de la livre sterling par rapport au dollar canadien, facteurs partiellement contrebalancés par l'augmentation des charges fixes par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice 2014, expliquée précédemment.

BÉNÉFICE DE LA PÉRIODE

Pour le deuxième trimestre de l'exercice 2015, le bénéfice de la période s'est chiffré à 55,0 millions \$, dont une tranche de 14,9 millions \$, ou 0,89 \$ par action, est attribuable aux propriétaires de la Société, comparativement à un bénéfice de 58,5 millions \$ pour la période correspondante de l'exercice 2014, dont une tranche de 17,4 millions \$, ou 1,04 \$ par action, était attribuable aux propriétaires de la Société. La diminution pour le trimestre tient essentiellement à l'augmentation des amortissements, des charges financières et des impôts sur le résultat, facteur partiellement contrebalancé par l'augmentation du BAIIA ajusté. Pour la période de six mois close le 28 février 2015, le bénéfice de la période s'est chiffré à 120,4 millions \$, dont une tranche de 41,6 millions \$, ou 2,49 \$ par action, est attribuable aux propriétaires de la Société, comparativement à un bénéfice de 115,3 millions \$ pour les six premiers mois de l'exercice 2014, dont une tranche de 40,4 millions \$, ou 2,42 \$ par action, était attribuable aux propriétaires de la Société. La progression du bénéfice pour la période est essentiellement attribuable à l'augmentation du BAIIA ajusté du secteur de la câblodistribution et des services de données aux entreprises, facteur partiellement contrebalancé par l'augmentation des amortissements, des charges financières et des impôts sur le résultat.

La participation sans contrôle correspond à une participation d'environ 68,1 % dans les résultats de Cogeco Câble. Pour les périodes de trois et de six mois de l'exercice 2015, le bénéfice de la période attribuable à la participation sans contrôle s'est chiffré à 40,2 millions \$ et à 78,8 millions \$, respectivement, comparativement à 41,1 millions \$ et à 74,9 millions \$ pour l'exercice 2014.

ANALYSE DES FLUX DE TRÉSORERIE

	Trois mois clos les		Six mois clos les	
	28 février 2015	28 février 2014	28 février 2015	28 février 2014
(en milliers de dollars)	\$	\$	\$	\$
Flux de trésorerie liés aux opérations	172 493	173 415	346 745	332 637
Variations des activités d'exploitation sans effet sur la trésorerie	(255)	246	(138 380)	(95 719)
Amortissement des coûts de transaction différés et des escomptes sur la dette à long terme	(2 163)	(1 971)	(4 293)	(3 849)
Impôts sur le résultat versés	(15 317)	(20 052)	(37 549)	(39 216)
Impôts exigibles	22 338	20 519	41 383	48 685
Charges financières versées	(15 495)	(18 938)	(64 842)	(63 106)
Charges financières	37 324	34 392	74 860	68 414
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	198 925	187 611	217 924	247 846
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(103 444)	(81 846)	(206 835)	(167 997)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(96 026)	(79 250)	(60 546)	(70 795)
Incidence des variations des taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie libellés en monnaie étrangère	1 918	1 726	3 548	1 925
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	1 373	28 241	(45 909)	10 979
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début	16 549	26 531	63 831	43 793
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin	17 922	54 772	17 922	54 772

ACTIVITÉS D'EXPLOITATION

Pour le deuxième trimestre de l'exercice 2015, les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation ont atteint 198,9 millions \$, contre 187,6 millions \$, une augmentation de 11,3 millions \$, ou 6,0 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. L'augmentation tient essentiellement à l'augmentation de 7,3 millions \$ du BAIIA ajusté, conjuguée à une diminution de 3,4 millions \$ des charges financières versées et de 4,7 millions \$ des impôts sur le résultat versés. Pour les six premiers mois de l'exercice 2015, les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation ont atteint 217,9 millions \$, comparativement à 247,8 millions \$ à la période correspondante de l'exercice 2014, une baisse de 29,9 millions \$, ou 12,1 %. La diminution tient essentiellement à la diminution de 42,7 millions \$ des variations des activités d'exploitation sans effet sur la trésorerie découlant de la baisse plus marquée des dettes fournisseurs et autres créditeurs par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, facteur partiellement contrebalancé par l'augmentation de 17,2 millions \$ du BAIIA ajusté.

Pour le deuxième trimestre de l'exercice 2015, les flux de trésorerie liés aux opérations sont demeurés essentiellement inchangés, à 172,5 millions \$, comparativement à 173,4 millions \$ pour la période correspondante de l'exercice 2014, en raison essentiellement de l'augmentation de 7,3 millions \$ du BAIIA ajusté, facteur partiellement contrebalancé par l'augmentation de 2,9 millions \$ des charges financières et l'augmentation de 1,8 million \$ des impôts exigibles. Pour les six premiers mois de l'exercice 2015, les flux de trésorerie liés aux opérations ont atteint 346,7 millions \$, comparativement à 332,6 millions \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui représente une augmentation de 14,1 millions \$, ou 4,2 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice 2014. L'augmentation tient essentiellement à l'augmentation de 17,2 millions \$ du BAIIA ajusté et à la baisse de 7,3 millions \$ des impôts exigibles, partiellement contrebalancées par la hausse de 6,4 millions \$ des charges financières.

ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT

Pour les périodes de trois et de six mois closes le 28 février 2015, les activités d'investissement se sont chiffrées à 103,4 millions \$ et à 206,8 millions \$, respectivement, comparativement à 81,8 millions \$ et à 168,0 millions \$ aux périodes correspondantes de l'exercice 2014, en raison principalement des acquisitions d'immobilisations corporelles, d'immobilisations incorporelles et d'autres actifs, comme il est expliqué plus loin.

ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES, D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET D'AUTRES ACTIFS

Pour les périodes de trois et de six mois closes le 28 février 2015, les acquisitions d'immobilisations corporelles se sont chiffrées à 99,7 millions \$ et à 199,8 millions \$, respectivement, comparativement à 77,4 millions \$ et à 159,8 millions \$ aux périodes correspondantes de l'exercice 2014, en raison essentiellement des facteurs suivants dans le secteur de la câblodistribution et des services de données aux entreprises :

- L'augmentation des dépenses d'investissement liées aux installations des centres de données informatiques tient essentiellement à la construction, par Cogeco Services Réseaux, de tous les autres modules (soit les modules 2, 3 et 4) au centre de données informatiques de Barrie, en Ontario, ainsi qu'à l'expansion de la couverture de ses centres de données informatiques grâce à la construction du module 1 au nouveau centre de données informatiques à Montréal, au Québec;
- L'acquisition d'équipements à l'abonné additionnels en raison du lancement, au Canada, des services de télévision numérique avancée TiVo le 3 novembre 2014, en Ontario, et la poursuite du déploiement aux États-Unis. En outre, l'augmentation des immobilisations corporelles tient également à la croissance des unités de service primaire, à l'augmentation des dépenses liées à l'infrastructure évolutive afin d'accroître et d'améliorer la capacité du réseau dans les régions desservies ainsi qu'à la hausse des taux de change par rapport à l'exercice précédent, facteurs en partie contrebalancés par le moment de certaines initiatives.

Les acquisitions d'immobilisations incorporelles et d'autres actifs sont principalement attribuables aux coûts de rebranchement et d'activation de services additionnels ainsi qu'aux autres coûts d'acquisition de clients. Pour le deuxième trimestre et les six premiers mois de l'exercice 2015, les acquisitions d'immobilisations incorporelles et d'autres actifs se sont élevées à 3,9 millions \$ et à 7,3 millions \$, respectivement, comparativement à 4,6 millions \$ et à 8,7 millions \$ aux périodes correspondantes de l'exercice précédent en raison du ralentissement des activités de rebranchement au Canada.

FLUX DE TRÉSORERIE NETS ET ACTIVITÉS DE FINANCEMENT

Pour le deuxième trimestre de l'exercice 2015, les flux de trésorerie nets se sont chiffrés à 68,9 millions \$, une baisse de 22,5 millions \$ comparativement à 91,4 millions \$ à la période correspondante de l'exercice 2014. La baisse est principalement attribuable à l'augmentation de 22,3 millions \$ des acquisitions d'immobilisations corporelles. Pour la période de six mois close le 28 février 2015, les flux de trésorerie nets ont atteint 139,6 millions \$, comparativement à 164,1 millions \$ à la période correspondante de l'exercice précédent, une baisse de 24,4 millions \$. La baisse tient essentiellement à l'augmentation de 39,9 millions \$ des acquisitions d'immobilisations corporelles, facteur partiellement contrebalancé par l'augmentation de 17,2 millions \$ du BAIIA ajusté.

Au deuxième trimestre de l'exercice 2015, un niveau d'endettement moins élevé a entraîné une diminution de la trésorerie de 84,3 millions \$, principalement en raison des remboursements de 77,6 millions \$ en vertu des facilités de crédit renouvelables. Au deuxième trimestre de l'exercice 2014, un niveau d'endettement moins élevé a entraîné une diminution de la trésorerie de 66,6 millions \$, principalement en raison de la diminution de 10,1 millions \$ de l'endettement bancaire et des remboursements de 51,8 millions \$ des facilités de crédit renouvelables.

Pour les six premiers mois de l'exercice 2015, un niveau d'endettement moins élevé a entraîné une diminution de la trésorerie de 25,4 millions \$, principalement en raison des remboursements de 18,4 millions \$ en vertu des facilités de crédit renouvelables et des remboursements de 20,4 millions \$ sur la dette à long terme, facteurs partiellement contrebalancés par l'augmentation de 13,4 millions \$ de l'endettement bancaire. Au cours des six premiers mois de l'exercice 2014, un niveau d'endettement plus faible a entraîné une diminution de la trésorerie de 37,8 millions \$, en raison principalement d'une diminution de 9,3 millions \$ de l'endettement bancaire et des remboursements de 22,5 millions \$ en vertu des facilités de crédit renouvelables.

Au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2015, un dividende déterminé trimestriel de 0,255 \$ par action a été versé aux porteurs d'actions subalternes à droit de vote et d'actions à droits de vote multiples, pour un total de 4,3 millions \$, comparativement à un dividende déterminé trimestriel versé de 0,22 \$ par action, ou 3,7 millions \$, au deuxième trimestre de l'exercice 2014. Les versements de dividendes au cours des six premiers mois ont totalisé 0,51 \$ l'action, ou 8,5 millions \$, contre 0,44 \$ l'action, ou 7,4 millions \$, à l'exercice précédent. En outre, les dividendes versés par une filiale aux détenteurs de participations sans contrôle au deuxième trimestre et au cours des six premiers mois se sont élevés à 11,6 millions \$ et à 23,2 millions \$, respectivement, contre 9,9 millions \$ et 19,8 millions \$ aux périodes correspondantes de l'exercice précédent.

Au 28 février 2015, le fonds de roulement déficitaire de la Société se chiffrait à 411,3 millions \$, comparativement à 277,5 millions \$ au 31 août 2014. L'augmentation du déficit de 133,8 millions \$ tient essentiellement à la hausse de 238,1 millions \$ de la tranche à court terme de la dette à long terme en raison des billets garantis de premier rang, série A d'une valeur de 190 millions \$ US venant à échéance en octobre 2015 ainsi qu'à la diminution de 45,9 millions \$ de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, facteurs partiellement contrebalancés par la baisse de 116,0 millions \$ des dettes fournisseurs et autres créditeurs et par la hausse de 38,1 millions \$ des instruments financiers dérivés liés aux conventions d'échange de devises croisées à l'égard des billets garantis de premier rang, série A. Dans le cours normal de ses activités, COGECO maintient un fonds de roulement déficitaire en raison de débiteurs peu élevés, puisqu'une grande partie des clients de la Société paient avant que les services ne soient rendus, contrairement aux dettes fournisseurs et autres créditeurs, qui sont généralement payés lorsque les produits ont été livrés et les services, rendus, ce qui permet à la Société d'utiliser la trésorerie et les équivalents de trésorerie pour réduire l'endettement.

Au 28 février 2015, la Société avait utilisé 19,9 millions \$ de son crédit à terme renouvelable de 50 millions \$ pour une disponibilité restante de 30,1 millions \$, et Cogeco Câble avait utilisé 212,1 millions \$ de son crédit à terme renouvelable modifié et mis à jour de 800 millions \$ pour une disponibilité restante de 587,9 millions \$. Par ailleurs, deux filiales de Cogeco Câble bénéficient également d'une facilité de crédit renouvelable de 187,5 millions \$ (150 millions \$ US), dont un montant de 37,8 millions \$ (30,2 millions \$ US) avait été utilisé au 28 février 2015, pour une disponibilité restante de 149,8 millions \$ (119,8 millions \$ US).

SITUATION FINANCIÈRE

Les soldes de la « trésorerie et des équivalents de trésorerie », des « immobilisations corporelles », des « immobilisations incorporelles », du « goodwill », des « instruments financiers dérivés », des « dettes fournisseurs et autres créditeurs » et de la « tranche à court terme de la dette à long terme » ont considérablement changé depuis le 31 août 2014.

La trésorerie et les équivalents de trésorerie ont diminué de 45,9 millions \$, en raison principalement de la baisse de 116,0 millions \$ des dettes fournisseurs et autres créditeurs liés à l'échéancier des paiements faits aux fournisseurs. Les augmentations de 56,9 millions \$ et de 96,7 millions \$ des immobilisations corporelles et des immobilisations incorporelles, respectivement, sont liées à l'appréciation du dollar américain et de la livre sterling par rapport au dollar canadien, partiellement contrebalancée par l'excédent de la dotation aux amortissements sur les dépenses d'investissement. Le goodwill a augmenté de 128,8 millions \$ par suite de l'appréciation du dollar américain et de la livre sterling par rapport au dollar canadien au cours des six premiers mois de l'exercice 2015. La hausse de 38,1 millions \$ de la tranche à court terme des instruments financiers dérivés liés à la convention d'échange de devises croisées à l'égard des billets garantis de premier rang, série A tient à l'appréciation du dollar américain par rapport au dollar canadien. L'augmentation de 238,1 millions \$ de la tranche à court terme de la dette à long terme tient essentiellement aux billets garantis de premier rang, série A d'une valeur de 190 millions \$ US venant à échéance en octobre 2015.

DONNÉES LIÉES AUX ACTIONS EN CIRCULATION

Le tableau suivant présente les données sur les actions de COGECO au 31 mars 2015. Se reporter à la note 10 des états financiers consolidés intermédiaires résumés pour obtenir de plus amples renseignements.

	Nombre d'actions	Montant (en milliers de dollars)
Actions ordinaires		
Actions à droits de vote multiples	1 842 860	12
Actions subalternes à droit de vote	14 989 338	121 976

FINANCEMENT

Dans le cours normal de ses activités, COGECO a contracté des obligations financières principalement sous forme de dette à long terme, de contrats de location simple et de location-financement ainsi que de garanties. Les obligations de COGECO, présentées dans le rapport annuel de 2014, n'ont pas changé de façon significative depuis le 31 août 2014.

Le 12 décembre 2014, la Société a apporté des modifications à son crédit à terme renouvelable. En vertu des conditions des modifications, l'échéance a été prolongée de deux années additionnelles, soit jusqu'au 1^{er} février 2020. Parallèlement, à la même date, la filiale de la Société, Cogeco Câble inc., a également modifié son crédit à terme renouvelable pour en prolonger l'échéance d'une année, soit jusqu'au 22 janvier 2020.

GESTION FINANCIÈRE

La Société et sa filiale, Cogeco Câble inc., sont exposées au risque de taux d'intérêt relativement à des instruments à taux fixe et à des instruments à taux variable. Les fluctuations des taux d'intérêt auront une incidence sur l'évaluation, le recouvrement et le remboursement de ces instruments. Au 28 février 2015, la totalité de la dette à long terme de la Société portait intérêt à taux fixe, à l'exception des crédits à terme renouvelables et des facilités de crédit de premier rang de la Société. Pour réduire ce risque, Cogeco Câble inc. a conclu le 22 juillet 2013 des conventions d'échange de taux d'intérêt.

Le tableau qui suit présente les échanges de taux d'intérêt en cours au 28 février 2015 :

Type de couverture	Montant notionnel	Taux d'intérêt reçu	Taux d'intérêt payé	Échéance	Élément couvert
Flux de trésorerie	200 millions \$ US	Taux de base LIBOR en dollars américains	0,39625 %	25 juillet 2015	70,5 millions \$ US du crédit à terme renouvelable 129,5 millions \$ US de la facilité d'emprunt à terme A

La sensibilité de la charge financière annuelle de la Société à l'égard d'une variation de 1 % du taux d'intérêt applicable à ces facilités est d'approximativement 4,0 millions \$ en fonction de la dette existante au 28 février 2015.

En outre, la Société est exposée au risque de change relativement à sa dette à long terme libellée en dollars américains qui n'est pas désignée comme instrument de couverture sur ses investissements en dollars américains. Afin de réduire ce risque, la Société a établi des lignes directrices selon lesquelles des conventions d'échange de devises croisées peuvent être utilisées pour établir les taux de change applicables à sa dette à long terme libellée en dollars américains. Toutes ces conventions sont utilisées exclusivement à des fins de couverture. Par conséquent, le 2 octobre 2008, Cogeco Câble a conclu des conventions d'échange de devises croisées en vue de fixer les paiements d'intérêt et de capital sur les billets garantis de premier rang, série A.

Le tableau qui suit présente les échanges de devises croisées en cours au 28 février 2015 :

Type de couverture	Montant notionnel	Taux d'intérêt reçu	Taux d'intérêt payé	Échéance	Taux de change	Élément couvert
Flux de trésorerie	190 millions \$ US	7,00 % US	7,24 % CA	1 ^{er} octobre 2015	1,0625	190 millions \$ US de billets garantis de premier rang, série A

L'incidence d'une variation de 10 % du taux de change pour la conversion du dollar américain et de la livre sterling en dollars canadiens ferait varier les charges financières d'approximativement 6,9 millions \$ en fonction de la dette existante au 28 février 2015.

De plus, les investissements de la Société dans des établissements à l'étranger sont exposés au risque de marché imputable aux fluctuations du taux de change, principalement en ce qui a trait aux variations de la valeur du dollar canadien par rapport au dollar américain et à la livre sterling. Ce risque est réduit puisque la majeure partie des prix d'achats d'Atlantic Broadband et de Peer 1 Hosting ont été empruntés directement en dollars américains et en livres sterling.

Le tableau qui suit présente les investissements dans des établissements à l'étranger en cours au 28 février 2015 :

Type de couverture	Montant notionnel de la dette	Investissement global	Élément couvert
Investissement net	860,5 millions \$ US	1,1 milliard \$ US	Investissement net dans des établissements à l'étranger en dollars américains
Investissement net	54,8 millions £	61,2 millions £	Investissement net dans des établissements à l'étranger en livres sterling

Le taux de change utilisé pour convertir en dollars canadiens les montants des comptes de l'état de la situation financière libellés en dollars américains et en livres sterling au 28 février 2015 était de 1,2503 \$ pour un dollar américain et de 1,9303 \$ pour une livre sterling. L'incidence d'une variation de 10 % du taux de change pour la conversion du dollar américain et de la livre sterling en dollars canadiens ferait varier les autres éléments du résultat global d'approximativement 30,6 millions \$.

Les taux moyens en vigueur au cours des périodes de trois et de six mois closes le 28 février 2015 utilisés pour la conversion des résultats d'exploitation du secteur de la câblodistribution et des services de données aux entreprises s'établissaient comme suit :

	Trois mois clos les			Six mois clos les		
	28 février 2015	28 février 2014	Variation	28 février 2015	28 février 2014	Variation
	\$	\$	%	\$	\$	%
Dollar américain par rapport au dollar canadien	1,2049	1,0879	10,8	1,1616	1,0639	9,2
Livre sterling par rapport au dollar canadien	1,8514	1,7917	3,3	1,8227	1,7294	5,4

Le tableau ci-dessous illustre l'incidence en dollars canadiens d'une hausse de 10 % du dollar américain et de la livre sterling par rapport au dollar canadien, selon le cas, sur les résultats d'exploitation du secteur de la câblodistribution et des services de données aux entreprises pour les périodes de trois et de six mois closes le 28 février 2015.

(en milliers de dollars)	Secteur de la câblodistribution et des services de données aux entreprises			
	Trois mois clos		Six mois clos	
	Données comptabilisées	Incidence du taux de change	Données comptabilisées	Incidence du taux de change
	\$	\$	\$	\$
Produits	509 470	15 614	1 006 471	30 003
Charges d'exploitation	278 206	10 612	546 470	19 997
Honoraires de gestion – COGECO inc.	—	—	9 877	—
BAIIA ajusté	231 264	5 002	450 124	10 006
Acquisitions d'immobilisations corporelles, d'immobilisations incorporelles et d'autres actifs	102 673	5 225	205 556	11 669

DÉCLARATION DE DIVIDENDES

Au cours de sa réunion du 8 avril 2015, le conseil d'administration de COGECO a déclaré un dividende déterminé trimestriel de 0,255 \$ par action pour les actions à droits de vote multiples et les actions subalternes à droit de vote, payable le 6 mai 2015 aux actionnaires inscrits en date du 22 avril 2015. La déclaration, le montant et la date de tout dividende futur continueront d'être examinés et approuvés par le conseil d'administration de la Société, lequel fondera sa décision sur la situation financière, les résultats d'exploitation et les besoins de trésorerie de la Société, ainsi que sur d'autres facteurs qu'il jugera pertinents, à son seul gré. Ainsi, rien ne garantit que des dividendes seront déclarés et, s'il y a déclaration de dividendes, le montant des dividendes et la fréquence de leur déclaration peuvent varier.

SECTEUR DE LA CÂBLODISTRIBUTION ET DES SERVICES DE DONNÉES AUX ENTREPRISES

STATISTIQUES SUR LES CLIENTS

	Données consolidées	ÉTATS-UNIS	CANADA	Ajouts nets (pertes nettes)		Ajouts nets (pertes nettes)	
				Trois mois clos les		Six mois clos les	
				28 février 2015	28 février 2014	28 février 2015	28 février 2014
Unités de service primaire ⁽¹⁾	2 451 156	507 498	1 943 658	(2 116)	(10 305)	8 972	(13 030)
Clients du service de Télévision	1 004 481	224 004	780 477	(10 148)	(13 248)	(18 613)	(22 341)
Clients du service d'IHV	898 807	200 560	698 247	10 819	8 889	29 354	19 341
Clients du service de Téléphonie	547 868	82 934	464 934	(2 787)	(5 946)	(1 769)	(10 030)

(1) Représente la somme des clients des services de Télévision, d'Internet haute vitesse (« IHV ») et de Téléphonie.

Au 28 février 2015, le nombre d'unités de service primaire atteignait 2 451 156, dont 1 943 658 proviennent du Canada et 507 498, des États-Unis. Pour les périodes de trois et de six mois closes le 28 février 2015, les pertes nettes d'unités de service primaire se sont chiffrées à 2 116 et les ajouts nets, à 8 972, respectivement, comparativement à des pertes nettes d'unités de service primaire de 10 305 et de 13 030, aux périodes correspondantes de l'exercice 2014. Au deuxième trimestre et pour les six premiers mois de l'exercice 2015, les pertes nettes de clients des services de Télévision se sont chiffrées à 10 148 et à 18 613, comparativement à 13 248 et à 22 341, essentiellement en raison de la maturité des catégories de services et des offres concurrentielles au sein du secteur, facteurs partiellement contrebalancés par le lancement des services de télévision numérique avancée TiVo le 3 novembre 2014, en Ontario, au Canada et au cours de l'exercice 2014, aux États-Unis. Le nombre de clients du service d'IHV a augmenté de 10 819 et de 29 354 au deuxième trimestre et au cours des six premiers mois de l'exercice 2015, comparativement à 8 889 et à 19 341, et les pertes nettes de clients du service de Téléphonie ont été de 2 787 et de 1 769, comparativement à des pertes nettes de 5 946 et de 10 030 pour les périodes correspondantes de l'exercice 2014. Les ajouts nets pour le service d'IHV ont continué d'être attribuables à l'amélioration de l'offre de produits, à l'incidence positive des tris de services et à la croissance du secteur commercial. La diminution moins marquée du nombre de clients du service de Téléphonie est principalement attribuable aux États-Unis, facteur contrebalancé en partie par les pertes nettes au Canada qui découlent de la hausse du taux de pénétration de la téléphonie mobile et de diverses offres illimitées lancées par les exploitants de services de téléphonie mobile qui incitent les clients à annuler leurs services de téléphonie filaire pour passer uniquement aux services de téléphonie mobile.

Au Canada, le nombre d'unités de service primaire a diminué de 7 659 au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2015, contre 13 425 à la période correspondante de l'exercice précédent. Pour les six premiers mois de l'exercice 2015, le nombre d'unités de service primaire a diminué de 2 364, comparativement à une diminution de 18 045 pour la période correspondante de 2014. Pour les deux périodes, la variation des unités de service primaire s'explique essentiellement par les services d'IHV additionnels, en partie contrebalancés par une baisse légèrement moins marquée des services de Télévision et de Téléphonie.

Aux États-Unis, le nombre d'unités de service primaire a augmenté de 5 543 au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2015, contre 3 120 à la période correspondante de l'exercice précédent. Pour les six premiers mois de l'exercice 2015, le nombre d'unités de service primaire a augmenté de 11 336, comparativement à 5 015 à la période correspondante de 2014. Pour les deux périodes, la croissance des unités de service primaire s'explique essentiellement par les services d'IHV et de Téléphonie additionnels, et par une baisse moins marquée des services de Télévision.

RÉSULTATS D'EXPLOITATION ET FINANCIERS

RÉSULTATS D'EXPLOITATION

	Trois mois clos les			Six mois clos les		
	28 février 2015	28 février 2014	Variation	28 février 2015	28 février 2014	Variation
(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)	\$	\$	%	\$	\$	%
Produits	509 470	486 008	4,8	1 006 471	960 988	4,7
Charges d'exploitation	278 206	264 227	5,3	546 470	518 176	5,5
Honoraires de gestion – COGECO inc.	—	165	—	9 877	9 674	2,1
BALIA ajusté	231 264	221 616	4,4	450 124	433 138	3,9
Marge d'exploitation	45,4 %	45,6 %		44,7 %	45,1 %	

PRODUITS

Pour le deuxième trimestre de l'exercice 2015, les produits ont augmenté de 23,5 millions \$, ou 4,8 %, par rapport à l'exercice précédent, pour atteindre 509,5 millions \$, stimulés par la croissance de 0,3 % des Services de câblodistribution canadiens, de 18,3 % des Services de câblodistribution américains et de 6,4 % des Services de données aux entreprises. Pour les six premiers mois de l'exercice 2015, les produits se sont chiffrés à plus de 1,0 milliard \$, une augmentation de 45,5 millions \$, ou 4,7 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice 2014, stimulés par la croissance de 1,0 % des Services de câblodistribution canadiens, de 16,8 % des Services de câblodistribution américains et de 5,0 % des Services de données aux entreprises. La hausse des produits pour les deux périodes résulte de la croissance interne de toutes nos unités d'exploitation qui découle principalement des taux de change favorables en ce qui concerne nos établissements à l'étranger par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent, ainsi qu'aux hausses tarifaires.

CHARGES D'EXPLOITATION ET HONORAIRES DE GESTION

Au deuxième trimestre de l'exercice 2015, les charges d'exploitation ont augmenté de 14,0 millions \$ pour atteindre 278,2 millions \$, ce qui représente une augmentation de 5,3 % par rapport à l'exercice précédent. Pour le premier semestre de l'exercice, les charges d'exploitation se sont chiffrées à 546,5 millions \$, soit une hausse de 28,3 millions \$, ou 5,5 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice 2014. La hausse des charges d'exploitation résulte de la croissance interne des charges de toutes nos unités d'exploitation en raison des hausses des coûts liés à la programmation, des initiatives de marketing additionnelles liées au lancement des services de télévision numérique avancée TiVo au Canada et de l'appréciation du dollar américain et de la livre sterling par rapport au dollar canadien.

Pour le deuxième trimestre de l'exercice 2015, aucuns honoraires de gestion n'ont été versés à COGECO inc., contre 0,2 million \$ à la période correspondante de l'exercice 2014. Pour l'exercice 2015, les honoraires de gestion ont été fixés à un maximum de 9,9 millions \$ (9,7 millions \$ en 2014), montant qui a été payé en entier au cours du premier trimestre de l'exercice 2015.

BAIIA AJUSTÉ ET MARGE D'EXPLOITATION

Pour les périodes de trois et de six mois closes le 28 février 2015, le BAIIA ajusté a augmenté de 9,6 millions \$, ou 4,4 %, pour atteindre 231,3 millions \$, et de 17,0 millions \$, ou 3,9 %, pour atteindre 450,1 millions \$, respectivement, par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent. L'augmentation au cours des deux périodes résulte principalement de l'amélioration des résultats de tous nos secteurs opérationnels ainsi que des taux de change favorables en ce qui concerne nos établissements à l'étranger par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

La marge d'exploitation de Cogeco Câble a légèrement diminué au deuxième trimestre et au cours des six premiers mois de l'exercice 2015 par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent, passant de 45,6 % à 45,4 % et de 45,1 % à 44,7 %, respectivement, en raison essentiellement de la proportion plus élevée des secteurs des Services de données aux entreprises et des Services de câblodistribution américains, facteurs contrebalancés en partie par l'augmentation enregistrée par le secteur des Services de câblodistribution canadiens.

PROJECTIONS FINANCIÈRES POUR L'EXERCICE 2015

Compte tenu des projections révisées pour le secteur de la câblodistribution et des services de données aux entreprises, facteur contrebalancé en partie par le ralentissement des activités de radiodiffusion et d'affichage publicitaire extérieur, la Société a révisé ses projections consolidées pour l'exercice 2015, publiées le 31 octobre 2014. La direction prévoit que les produits atteindront approximativement 2,2 milliards \$, ce qui représente une augmentation de 10 millions \$, ou 0,5 %. Le BAIIA ajusté devrait augmenter de 8 millions \$ pour atteindre 953 millions \$, et, par conséquent, les flux de trésorerie nets devraient atteindre 290 millions \$, une augmentation de 10 millions \$ par rapport aux prévisions publiées le 31 octobre 2014. Les charges financières devraient augmenter pour passer de 132 millions \$ à 147 millions \$, en raison de l'appréciation du dollar américain et de la livre sterling par rapport au dollar canadien.

Voici les projections financières révisées pour l'exercice 2015 :

	Projections révisées au 8 avril 2015	Projections révisées au 31 octobre 2014
	Exercice 2015 \$	Exercice 2015 \$
<i>(en millions de dollars)</i>		
Produits	2 195	2 185
BAIIA ajusté	953	945
Frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition	1	—
Charges financières	147	132
Charge d'impôts exigibles	95	105
Bénéfice de l'exercice	263	265
Bénéfice de l'exercice attribuable aux propriétaires de la Société	87	88
Acquisitions d'immobilisations corporelles, d'immobilisations incorporelles et d'autres actifs	435	438
Flux de trésorerie nets ⁽¹⁾	290	280

(1) Les flux de trésorerie nets correspondent au BAIIA ajusté, plus les éléments sans effet sur la trésorerie d'environ 15 millions \$ et moins les frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition, les charges financières, les impôts exigibles et les acquisitions d'immobilisations corporelles, d'immobilisations incorporelles et d'autres actifs.

SECTEUR DE LA CÂBLODISTRIBUTION ET DES SERVICES DE DONNÉES AUX ENTREPRISES

Compte tenu de l'appréciation du dollar américain et de la livre sterling par rapport au dollar canadien, la Société a révisé ses projections financières pour l'exercice 2015, publiées le 31 octobre 2014. La direction prévoit que les produits atteindront 2,05 milliards \$, ce qui représente une augmentation de 20 millions \$, ou 1,0 %, par rapport aux projections publiées le 31 octobre 2014. Le BAIIA ajusté devrait augmenter de 10 millions \$ pour atteindre 935 millions \$; par conséquent, les flux de trésorerie nets devraient augmenter de 10 millions \$ pour se chiffrer à 290 millions \$, par rapport aux projections publiées le 31 octobre 2014. Les charges financières devraient augmenter de 15 millions \$ en raison essentiellement de l'appréciation du dollar américain et de la livre sterling par rapport au dollar canadien.

Voici les projections financières révisées pour l'exercice 2015 :

	Projections révisées au 8 avril 2015	Projections révisées au 31 octobre 2014
	Exercice 2015	Exercice 2015
(en millions de dollars, sauf les pourcentages)	\$	\$
Produits	2 050	2 030
BAlIA ajusté	935	925
Marge d'exploitation	45,6 %	45,6 %
Frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition	1	—
Amortissements	465	465
Charges financières	140	125
Charge d'impôts exigibles	90	100
Bénéfice de l'exercice	260	260
Acquisitions d'immobilisations corporelles, d'immobilisations incorporelles et d'autres actifs	430	430
Flux de trésorerie nets ⁽¹⁾	290	280
Intensité du capital	21,0 %	21,2 %

(1) Les flux de trésorerie nets correspondent au BAlIA ajusté, plus les éléments sans effet sur la trésorerie d'environ 15 millions \$ moins les frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition, les charges financières, les impôts exigibles et les acquisitions d'immobilisations corporelles, d'immobilisations incorporelles et d'autres actifs.

CONTRÔLES ET PROCÉDURES

Le contrôle interne à l'égard de l'information financière (le « CIIF ») est un processus conçu de façon à fournir une assurance raisonnable, mais non absolue, quant à la fiabilité de l'information financière et à la préparation des états financiers à des fins de publication selon les IFRS. Le président et chef de la direction et le premier vice-président et chef de la direction financière, conjointement avec la direction, sont responsables d'établir et de maintenir des contrôles et procédures de communication de l'information adéquats (« CPCI ») et du CIIF, comme il est défini dans le Règlement 52-109. Le cadre de contrôle interne de COGECO est fondé sur les critères publiés dans la version mise à jour du rapport intitulé *Internal Control Integrated Framework* du *Committee of Sponsoring Organizations* de la *Treadway Commission* publiée en mai 2013.

En date du 31 août 2014, la direction mentionnait l'existence d'une faiblesse importante du CIIF de Peer 1 Hosting, laquelle a depuis été corrigée. Une faiblesse importante survient lorsque le CIIF comporte une déficience ou une combinaison de déficiences faisant en sorte qu'il est raisonnablement possible qu'une inexactitude significative présente dans les états financiers consolidés annuels ou intermédiaires ne soit pas évitée ou détectée en temps opportun.

Les déficiences liées au CIIF de Peer 1 Hosting se rapportaient essentiellement aux processus de clôture des états financiers et à la séparation inadéquate des tâches liées à certains contrôles relatifs à l'accès aux systèmes d'information. Depuis, la faiblesse importante décelée précédemment a été traitée et corrigée. Plusieurs processus d'examen détaillé et de suivi ont été mis en œuvre pour faciliter et renforcer la surveillance adéquate des activités. En outre, les droits d'accès ont fait l'objet d'un réexamen et ont été ajustés, le cas échéant, pour refléter la séparation exacte des tâches.

Le chef de la direction et le premier vice-président et chef de la direction financière, de concert avec la direction, ont évalué la conception des CPCI et du CIIF de la Société au 28 février 2015, et ont conclu que ces derniers étaient adéquats. De plus, aucun changement important n'a été apporté aux contrôles internes à l'égard de l'information financière au cours du trimestre et des six premiers mois clos le 28 février 2015, à l'exception de ce qui est décrit ci-dessus.

INCERTITUDES ET PRINCIPAUX FACTEURS DE RISQUE

Une description détaillée des incertitudes et des principaux facteurs de risque auxquels est exposée la Société figure dans le rapport annuel de 2014 disponible aux adresses www.sedar.com et www.cogeco.ca. La mise à jour qui suit devrait être lue en parallèle avec les incertitudes et les principaux facteurs de risque décrits dans le rapport annuel de 2014, qui sont par les présentes intégrés par renvoi.

À la suite d'une instance amorcée en avril de l'an dernier liée aux politiques réglementaires en matière de services de télédiffusion et de distribution au Canada (l'« instance *Parlons télé* »), le CRTC a publié une série d'énoncés de politique réglementaire qui prévoient un certain nombre de changements importants au cadre réglementaire en matière de services de télédiffusion et de distribution au Canada.

Plus particulièrement, les changements prévus dans la politique réglementaire de radiodiffusion CRTC 2015-96 (la « PRR 2015-96 ») comprennent l'obligation, pour les exploitants d'entreprises de distribution de radiodiffusion (« EDR ») autorisées, d'offrir à tous leurs clients :

- un petit service d'entrée de gamme dont le tarif de détail n'excède pas 25 \$ par mois, et ce, d'ici mars 2016;
- tous les canaux de programmation facultatifs, qu'ils soient canadiens ou non, soit à la carte ou sous la forme de petits forfaits abordables, comme par exemple des blocs thématiques ou des forfaits sélectifs, d'ici mars 2016, et ces deux options, d'ici décembre 2016;
- une prépondérance de services de télévision canadiens, mais les clients pourront au final choisir le nombre et le genre de canaux facultatifs canadiens et non canadiens qu'ils veulent recevoir au-delà de l'offre de service d'entrée de gamme.

À l'exception du tarif de détail mensuel d'un maximum de 25 \$ pour le service d'entrée de gamme, les tarifs de détail facturés par les EDR demeurent déréglementés. Les EDR sont également autorisées à offrir un service d'entrée de gamme additionnel qui comprend d'autres services facultatifs, comme elles le font déjà.

Le CRTC précise qu'il lancera une procédure de suivi pour élargir la portée de l'ordonnance d'exemption visant les EDR terrestres et permettre à celles qui desservent moins de 20 000 abonnés d'entrer dans les marchés d'EDR autorisées et leur faire concurrence.

Le CRTC a également entamé deux instances de suivi qui portent respectivement sur les propositions suivantes :

- a) un Code sur la vente en gros plus rigoureux et contraignant qui comprend des exigences réglementaires de base et contraignantes, y compris des exigences particulières applicables aux groupes verticalement intégrés;
- b) un nouveau Code des fournisseurs de services de télévision qui régira les relations entre les EDR et leurs clients.

La direction considère que ces changements au cadre réglementaire de télédiffusion et de distribution annoncés par le CRTC vont essentiellement dans le sens des commentaires que Cogeco Câble a formulés dans le cadre de l'instance *Parlons télé* et qu'à l'avenir, ils devraient constituer une solide assise pour la poursuite des activités de distribution de programmation télévisuelle de Cogeco Câble au Canada en améliorant la satisfaction de la clientèle et en rehaussant la protection contre des modalités contractuelles restrictives, abusives ou injustes en matière d'affiliation imposées par les groupes de radiodiffusion verticalement intégrés. Il est cependant trop tôt en ce moment pour avoir une idée précise de l'incidence qu'auront ces changements sur l'ensemble des abonnements aux services de télévision et aux forfaits offerts par les EDR ou sur leurs produits moyens par utilisateur (« PMU ») connexes.

Aux États-Unis, la *Federal Communications Commission* (la « FCC ») a publié sa décision en matière d'impartialité des réseaux. S'il est possible que cette décision fasse l'objet d'exigences réglementaires additionnelles ou qu'elle soit contestée sur le plan juridique à un moment ou à un autre, la direction considère tout de même que dans sa forme actuelle, elle n'aura pas d'incidence significative sur les activités de câblodistribution d'Atlantic Broadband.

DÉVELOPPEMENTS FUTURS EN MATIÈRE DE COMPTABILITÉ AU CANADA

Un certain nombre de nouvelles normes, d'interprétations et de modifications des normes actuelles publiées par l'*International Accounting Standards Board* (l'« IASB ») sont entrées en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2014 et ont été appliquées dans le cadre de la préparation des états financiers consolidés intermédiaires résumés pour les périodes de trois et de six mois closes le 28 février 2015.

NOUVELLES NORMES COMPTABLES

Les normes suivantes publiées par l'IASB ont été adoptées par la Société le 1^{er} septembre 2014 et n'ont pas eu d'incidence sur la performance financière de la Société :

- Les modifications à IAS 19, *Régime à prestations définies : Cotisations des membres du personnel*, qui s'appliquent aux cotisations versées par des membres du personnel ou des tiers à un régime à prestations définies. Les modifications visent à simplifier la comptabilisation des cotisations qui ne sont pas liées au nombre d'années de service, par exemple, les cotisations des employés, qui sont calculées en fonction d'un pourcentage fixe de leur salaire;
- IFRIC 21, *Droits ou taxes*, qui détermine la comptabilisation d'une obligation au titre d'un droit ou d'une taxe sans lien avec les impôts sur le résultat. L'interprétation porte sur la définition d'un fait générateur d'obligation qui donne lieu au paiement d'un droit ou d'une taxe, et sur le moment où un passif doit être comptabilisé.

MODIFICATIONS DES MÉTHODES ET DES ESTIMATIONS COMPTABLES CRITIQUES

Il n'y a eu aucun changement important dans les méthodes et les estimations comptables de COGECO de même que dans les prises de position comptable futures depuis le 31 août 2014. Une description des méthodes et des estimations comptables de la Société figure dans le rapport annuel de 2014, disponible sur le site Web de SEDAR, à l'adresse www.sedar.com, ou sur le site Web de la Société, à l'adresse www.cogeco.ca.

MESURES NON DÉFINIES PAR LES IFRS

Cette rubrique décrit les mesures financières non définies par les IFRS qu'utilise COGECO tout au long de ce rapport de gestion. Elle présente également un rapprochement de ces mesures financières non définies par les IFRS et des mesures financières les plus comparables définies par les IFRS. Ces mesures financières n'ont pas de définition normalisée prescrite par les IFRS et elles peuvent donc ne pas être comparables à des mesures semblables utilisées par d'autres sociétés. Ces mesures comprennent les « flux de trésorerie liés aux opérations », les « flux de trésorerie nets » et le « BAIIA ajusté ».

FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS ET FLUX DE TRÉSORERIE NETS

La direction de COGECO et les investisseurs utilisent les flux de trésorerie liés aux opérations pour évaluer les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation, excluant l'incidence de la variation des activités d'exploitation sans effet sur la trésorerie, l'amortissement des coûts de transaction différés et des escomptes sur la dette à long terme, les impôts sur le résultat versés, les impôts exigibles, les charges financières versées et les charges financières. Cette mesure permet à la Société d'isoler les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation de l'incidence des décisions en matière de gestion de la trésorerie. Les flux de trésorerie liés aux opérations sont ensuite utilisés dans le calcul des « flux de trésorerie nets », une mesure non définie par les IFRS. La direction de COGECO et les investisseurs utilisent les flux de trésorerie nets pour mesurer la capacité de celle-ci à rembourser sa dette, à distribuer des capitaux à ses actionnaires et à financer sa croissance.

Les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation constituent la mesure la plus comparable selon les IFRS. Le calcul des flux de trésorerie liés aux opérations est présenté ci-dessous.

	Trois mois clos les		Six mois clos les	
	28 février 2015	28 février 2014	28 février 2015	28 février 2014
(en milliers de dollars)	\$	\$	\$	\$
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	198 925	187 611	217 924	247 846
Variation des activités d'exploitation sans effet sur la trésorerie	255	(246)	138 380	95 719
Amortissement des coûts de transaction différés et des escomptes sur la dette à long terme	2 163	1 971	4 293	3 849
Impôts sur le résultat versés	15 317	20 052	37 549	39 216
Impôts exigibles	(22 338)	(20 519)	(41 383)	(48 685)
Charges financières versées	15 495	18 938	64 842	63 106
Charges financières	(37 324)	(34 392)	(74 860)	(68 414)
Flux de trésorerie liés aux opérations	172 493	173 415	346 745	332 637

Le calcul des flux de trésorerie nets est présenté ci-dessous.

	Trois mois clos les		Six mois clos les	
	28 février 2015	28 février 2014	28 février 2015	28 février 2014
(en milliers de dollars)	\$	\$	\$	\$
Flux de trésorerie liés aux opérations	172 493	173 415	346 745	332 637
Acquisition d'immobilisations corporelles	(99 713)	(77 384)	(199 770)	(159 848)
Acquisition d'immobilisations incorporelles et d'autres actifs	(3 863)	(4 613)	(7 330)	(8 729)
Flux de trésorerie nets	68 917	91 418	139 645	164 060

BAIIA AJUSTÉ

Le BAIIA ajusté est une mesure de référence couramment utilisée dans le secteur des télécommunications, puisqu'elle permet d'établir une comparaison avec des sociétés dont la structure du capital diffère et qu'elle constitue une mesure plus actuelle, celle-ci ne comprenant pas les investissements passés dans les actifs. L'évolution du BAIIA ajusté permet d'évaluer la capacité de COGECO à saisir les occasions de croissance de façon rentable, à financer ses activités courantes et à assurer le service de sa dette. Le BAIIA ajusté correspond essentiellement aux flux de trésorerie liés aux opérations. Par conséquent, le BAIIA ajusté compte parmi les mesures clés utilisées par les milieux financiers pour évaluer une entreprise et sa santé financière.

La mesure financière la plus comparable selon les IFRS est le bénéfice de la période. Le BAIIA ajusté se calcule de la façon suivante :

	Trois mois clos les		Six mois clos les	
	28 février 2015	28 février 2014	28 février 2015	28 février 2014
(en milliers de dollars)	\$	\$	\$	\$
Bénéfice de la période	55 038	58 467	120 401	115 306
Impôts sur le résultat	17 064	14 147	32 101	29 984
Charges financières	37 324	34 392	74 860	68 414
Amortissements	118 304	114 455	234 351	231 549
Frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition	1 339	346	1 339	594
BAIIA ajusté	229 069	221 807	463 052	445 847

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS TRIMESTRIELS SUPPLÉMENTAIRES

Trois mois clos	le 28 février		le 30 novembre		le 31 août		le 31 mai	
(en milliers de dollars, sauf les données par action)	2015	2014	2014	2013	2014	2013	2014	2013
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Produits	536 904	518 477	538 383	516 971	524 523	504 714	536 067	504 434
BALIA ajusté	229 069	221 807	233 983	224 040	229 332	224 608	233 083	220 878
Perte de valeur au titre des immobilisations corporelles	—	—	—	—	3 296	—	32 197	—
Impôts sur le résultat	17 064	14 147	15 037	15 837	15 708	10 374	9 068	19 080
Bénéfice de la période	55 038	58 467	65 363	56 839	59 229	43 770	35 635	49 995
Bénéfice de la période attribuable aux propriétaires de la Société	14 867	17 391	26 774	23 055	15 765	13 869	11 469	17 185
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	198 925	187 611	18 999	60 235	332 218	233 464	184 706	167 641
Flux de trésorerie liés aux opérations	172 493	173 415	174 252	159 222	184 781	162 138	176 491	158 172
Acquisitions d'immobilisations corporelles, d'immobilisations incorporelles et d'autres actifs	103 576	81 997	103 524	86 580	166 642	108 756	84 960	113 492
Flux de trésorerie nets	68 917	91 418	70 728	72 642	18 139	53 382	91 531	44 680
Bénéfice par action ⁽¹⁾								
De base	0,89	1,04	1,60	1,38	0,94	0,83	0,69	1,03
Dilué	0,88	1,03	1,59	1,37	0,94	0,82	0,68	1,02

(1) Par action à droits de vote multiples et action subalterne à droit de vote.

SAISONNALITÉ

Les résultats d'exploitation de COGECO ne sont généralement pas soumis à des variations saisonnières importantes, à l'exception de ce qui suit. Pour ce qui est du secteur de la câblodistribution et des services de données aux entreprises, le nombre de clients du service de Télévision et du service d'IHV est généralement plus faible au second semestre de l'exercice en raison de la diminution de l'activité d'abonnements liée au début de la période des vacances, de la fin de la saison de télévision ainsi que du fait que les étudiants quittent les campus à la fin de l'année scolaire. Cogeco Câble offre ses services dans plusieurs villes comptant des universités ou des collèges, notamment Kingston, Windsor, St. Catharines, Hamilton, Peterborough, Trois-Rivières et Rimouski, au Canada, ainsi que dans la région de la Pennsylvanie et, dans une moindre mesure, en Caroline du Sud, au Maryland et au Delaware, aux États-Unis. Aux États-Unis, la région de Miami est également assujettie à des variations saisonnières attribuables aux résidents qui passent l'hiver à Miami et qui retournent chez eux vers la fin du printemps, pour revenir à l'automne.

RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

Ce rapport de gestion a été préparé le 8 avril 2015. Des renseignements supplémentaires se rapportant à la Société, y compris sa notice annuelle, sont disponibles sur le site Web de SEDAR, à l'adresse www.sedar.com, ou sur le site Web de la Société, au www.cogeco.ca.

Le président du conseil,

Le président et chef de la direction,

/s/ Jan Peeters
Jan Peeters

/s/ Louis Audet
Louis Audet

COGECO inc.
Montréal (Québec)
Le 8 avril 2015



ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

Périodes de trois et six mois closes le 28 février 2015

COGECO INC.
COMPTES CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES DE RÉSULTAT
(non audité)

		Trois mois clos les 28 février		Six mois clos les 28 février	
	Notes	2015	2014	2015	2014
(en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action)		\$	\$	\$	\$
Produits		536 904	518 477	1 075 287	1 035 448
Charges d'exploitation	4	307 835	296 670	612 235	589 601
Frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition		1 339	346	1 339	594
Amortissements	5	118 304	114 455	234 351	231 549
Charges financières	6	37 324	34 392	74 860	68 414
Impôts sur le résultat	7	17 064	14 147	32 101	29 984
Bénéfice de la période		55 038	58 467	120 401	115 306
Bénéfice de la période attribuable aux:					
Propriétaires de la Société		14 867	17 391	41 641	40 446
Participants sans contrôle		40 171	41 076	78 760	74 860
		55 038	58 467	120 401	115 306
Bénéfice par action					
	8				
De base		0,89	1,04	2,49	2,42
Dilué		0,88	1,03	2,47	2,40

COGECO INC.
ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES DU RÉSULTAT GLOBAL
(non audité)

	Trois mois clos les 28 février		Six mois clos les 28 février	
	2015	2014	2015	2014
<i>(en milliers de dollars canadiens)</i>	\$	\$	\$	\$
Bénéfice de la période	55 038	58 467	120 401	115 306
Autres éléments du résultat global				
Éléments devant être ultérieurement reclassés en résultat net				
<i>Ajustements au titre de la couverture des flux de trésorerie</i>				
Variation nette de la juste valeur des instruments financiers dérivés de couverture	20 584	9 124	31 787	10 243
Variation nette de la juste valeur des instruments financiers dérivés de couverture reclassés à titre de charges financières	(20 197)	(8 626)	(30 970)	(10 336)
Charge d'impôts sur le résultat liée	(244)	(232)	(426)	(298)
	143	266	391	(391)
<i>Ajustements au titre de l'écart de change</i>				
Écarts de change nets à la conversion des investissements nets dans des établissements à l'étranger	71 727	28 327	106 024	37 479
Variation nette des ajustements latents à la conversion de la dette à long terme désignée comme éléments de couverture des investissements nets dans des établissements à l'étranger	(45 286)	(17 170)	(66 227)	(21 758)
	26 441	11 157	39 797	15 721
	26 584	11 423	40 188	15 330
Éléments ne devant pas être ultérieurement reclassés en résultat net				
<i>Ajustements actuariels sur les régimes à prestations définies</i>				
Réévaluation au titre des régimes de retraite à prestations définies	(4 530)	(1 107)	(7 637)	867
Charge d'impôts sur le résultat liée	1 222	297	2 058	(231)
	(3 308)	(810)	(5 579)	636
Autres éléments du résultat global de la période	23 276	10 613	34 609	15 966
Résultat global de la période	78 314	69 080	155 010	131 272
Résultat global de la période attribuable aux:				
Propriétaires de la Société	21 023	20 439	50 570	45 657
Participants sans contrôle	57 291	48 641	104 440	85 615
	78 314	69 080	155 010	131 272

COGECO INC.
ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES
(non auditée)

	Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la Société					
	Capital social	Réserve de rémunération fondée sur des actions	Cumul des autres éléments du résultat global	Bénéfices non distribués	Capitaux propres attribuables aux participants sans contrôle	Total des capitaux propres
<i>(en milliers de dollars canadiens)</i>	\$	\$	\$	\$	\$	\$
	(note 10)		(note 11)			
Solde au 31 août 2013	117 769	6 007	6 177	326 952	911 311	1 368 216
Bénéfice de la période	—	—	—	40 446	74 860	115 306
Autres éléments du résultat global de la période	—	—	4 908	303	10 755	15 966
Résultat global de la période	—	—	4 908	40 749	85 615	131 272
Rémunération fondée sur des actions	—	1 734	—	—	1 826	3 560
Émission d'actions subalternes à droit de vote par une filiale aux participants sans contrôle	—	(433)	—	—	4 861	4 428
Dividendes sur actions à droits de vote multiples (note 10 C))	—	—	—	(811)	—	(811)
Dividendes sur actions subalternes à droit de vote (note 10 C))	—	—	—	(6 548)	(19 814)	(26 362)
Effet des variations de participation dans une filiale sur les participants sans contrôle	—	—	—	97	(97)	—
Acquisition d'actions subalternes à droit de vote détenues en fiducie en vertu du régime d'unités d'actions incitatives	(1 929)	—	—	—	—	(1 929)
Distribution aux employés d'actions subalternes à droit de vote détenues en fiducie en vertu du régime d'unités d'actions incitatives	1 611	(1 526)	—	(85)	—	—
Acquisition par une filiale des participants sans contrôle d'actions subalternes à droit de vote détenues en fiducie en vertu du régime d'unités d'actions incitatives	—	—	—	—	(6 934)	(6 934)
Distribution par une filiale à des participants sans contrôle d'actions subalternes à droit de vote détenues en fiducie en vertu du régime d'unités d'actions incitatives	—	(763)	—	(7)	770	—
Total des distributions aux actionnaires	(318)	(988)	—	(7 354)	(19 388)	(28 048)
Solde au 28 février 2014	117 451	5 019	11 085	360 347	977 538	1 471 440
Solde au 31 août 2014	117 963	5 858	9 131	381 013	1 025 123	1 539 088
Bénéfice de la période	—	—	—	41 641	78 760	120 401
Autres éléments du résultat global de la période	—	—	12 829	(3 900)	25 680	34 609
Résultat global de la période	—	—	12 829	37 741	104 440	155 010
Rémunération fondée sur des actions	—	1 784	—	—	2 299	4 083
Émission d'actions subalternes à droit de vote par une filiale aux participants sans contrôle	—	(444)	—	—	5 995	5 551
Dividendes sur actions à droits de vote multiples (note 10 C))	—	—	—	(940)	—	(940)
Dividendes sur actions subalternes à droit de vote (note 10 C))	—	—	—	(7 595)	(23 208)	(30 803)
Effet des variations de participation dans une filiale sur les participants sans contrôle	—	—	—	350	(350)	—
Acquisition d'actions subalternes à droit de vote détenues en fiducie en vertu des régimes d'unités d'actions incitatives et d'unités d'actions liées au rendement	(1 979)	—	—	—	—	(1 979)
Distribution aux employés d'actions subalternes à droit de vote détenues en fiducie en vertu du régime d'unités d'actions incitatives	1 207	(1 265)	—	58	—	—
Acquisition par une filiale des participants sans contrôle d'actions subalternes à droit de vote détenues en fiducie en vertu des régimes d'unités d'actions incitatives et d'unités d'actions liées au rendement	—	—	—	—	(6 425)	(6 425)
Distribution par une filiale à des participants sans contrôle d'actions subalternes à droit de vote détenues en fiducie en vertu des régimes d'unités d'actions incitatives et d'unités d'actions liées au rendement	—	(916)	—	10	906	—
Total des distributions aux actionnaires	(772)	(841)	—	(8 117)	(20 783)	(30 513)
Solde au 28 février 2015	117 191	5 017	21 960	410 637	1 108 780	1 663 585

COGECO INC.
ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES DE LA SITUATION FINANCIÈRE
(non audité)

	Notes	28 février 2015	31 août 2014
<i>(en milliers de dollars canadiens)</i>		\$	\$
Actif			
Actifs courants			
Trésorerie et équivalents de trésorerie		17 922	63 831
Créances clients et autres débiteurs		134 149	123 094
Impôts sur le résultat à recevoir		17 909	22 254
Charges payées d'avance et autres		24 475	18 090
Instruments financiers dérivés		38 133	—
		232 588	227 269
Actifs non courants			
Autres actifs		11 176	11 637
Immobilisations corporelles		1 909 200	1 852 270
Immobilisations incorporelles		2 082 837	1 986 187
Goodwill		1 388 448	1 259 654
Instruments financiers dérivés		—	6 132
Actifs d'impôts différés		23 486	24 581
		5 647 735	5 367 730
Passif et capitaux propres			
Passif			
Passifs courants			
Endettement bancaire		16 636	3 228
Dettes fournisseurs et autres créditeurs		229 943	345 910
Provisions		19 164	16 749
Passifs d'impôts sur le résultat		46 119	47 561
Produits différés et perçus d'avance		59 384	57 012
Instruments financiers dérivés		214	—
Solde à payer relativement à un regroupement d'entreprises, au taux préférentiel bancaire majoré de 1 %		2 000	2 000
Tranche à court terme de la dette à long terme	9	270 427	32 349
		643 887	504 809
Passifs non courants			
Dette à long terme	9	2 778 777	2 782 712
Produits différés et perçus d'avance et autres passifs		26 882	25 086
Passifs relatifs aux régimes de retraite et avantages du personnel		16 489	17 169
Passifs d'impôts différés		518 115	498 866
		3 984 150	3 828 642
Capitaux propres			
Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la Société			
Capital social	10 B)	117 191	117 963
Réserve de rémunération fondée sur des actions		5 017	5 858
Cumul des autres éléments du résultat global	11	21 960	9 131
Bénéfices non distribués		410 637	381 013
		554 805	513 965
Participation sans contrôle		1 108 780	1 025 123
		1 663 585	1 539 088
		5 647 735	5 367 730

COGECO INC.
TABLEAUX CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES DES FLUX DE TRÉSORERIE
(non audité)

	Notes	Trois mois clos les 28 février		Six mois clos les 28 février	
		2015	2014	2015	2014
<i>(en milliers de dollars canadiens)</i>		\$	\$	\$	\$
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation					
Bénéfice de la période		55 038	58 467	120 401	115 306
Ajustements au titre des éléments suivants :					
Amortissements	5	118 304	114 455	234 351	231 549
Charges financières	6	37 324	34 392	74 860	68 414
Impôts sur le résultat	7	17 064	14 147	32 101	29 984
Rémunération fondée sur des actions	10 D)	2 221	2 096	4 465	4 403
Perte à la cession et radiation d'immobilisations corporelles		759	1 557	1 412	1 295
Contributions au titre des régimes à prestations définies, déduction faite de la charge		(718)	1 241	(8 895)	(5 064)
		229 992	226 355	458 695	445 887
Variations des activités d'exploitation sans effet de trésorerie	12	(255)	246	(138 380)	(95 719)
Charges financières versées		(15 495)	(18 938)	(64 842)	(63 106)
Impôts sur le résultat versés		(15 317)	(20 052)	(37 549)	(39 216)
		198 925	187 611	217 924	247 846
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement					
Acquisition d'immobilisations corporelles		(99 713)	(77 384)	(199 770)	(159 848)
Acquisition d'immobilisations incorporelles et d'autres actifs		(3 863)	(4 613)	(7 330)	(8 729)
Autres		132	151	265	580
		(103 444)	(81 846)	(206 835)	(167 997)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement					
Augmentation (diminution) de l'endettement bancaire		(3 103)	(10 093)	13 408	(9 300)
Diminution nette des facilités renouvelables		(77 566)	(51 844)	(18 449)	(22 490)
Remboursements de dette à long terme		(3 620)	(4 646)	(20 359)	(6 051)
Augmentation des coûts de transaction différés		(550)	(105)	(550)	(1 346)
Acquisition d'actions subalternes à droit de vote détenues en fiducie en vertu des régimes d'unités d'actions incitatives et d'unités d'actions liées au rendement	10 B)	(22)	(97)	(1 979)	(1 929)
Dividendes sur actions à droits de vote multiples	10 C)	(470)	(406)	(940)	(811)
Dividendes sur actions subalternes à droit de vote	10 C)	(3 797)	(3 250)	(7 595)	(6 548)
Émission d'actions subalternes à droit de vote par une filiale aux participants sans contrôle		4 726	1 105	5 551	4 428
Acquisition par une filiale des participants sans contrôle d'actions subalternes à droit de vote détenues en fiducie en vertu des régimes d'unités d'actions incitatives et d'unités d'actions liées au rendement		—	—	(6 425)	(6 934)
Dividendes sur actions subalternes à droit de vote payés par une filiale aux participants sans contrôle		(11 624)	(9 914)	(23 208)	(19 814)
		(96 026)	(79 250)	(60 546)	(70 795)
Incidence des variations des taux de change sur la trésorerie et équivalents de trésorerie libellés en monnaies étrangères					
		1 918	1 726	3 548	1 925
Variation nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie		1 373	28 241	(45 909)	10 979
Trésorerie et équivalents de trésorerie, au début		16 549	26 531	63 831	43 793
Trésorerie et équivalents de trésorerie, à la fin		17 922	54 772	17 922	54 772

28 février 2015

(non audité)

(les données des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les données par action)

NATURE DES ACTIVITÉS

COGECO inc. (la « Société » ou la « Société mère ») est une société ouverte canadienne dont les actions subalternes à droit de vote sont inscrites à la Bourse de Toronto (« TSX ») sous le symbole CGO. La Société offre des services de Télévision par câble, d'Internet haute vitesse (« IHV »), de Téléphonie, de technologie de l'information et d'infrastructure gérés et d'autres services de télécommunications fournis à ses clients résidentiels et commerciaux au Canada, aux États-Unis d'Amérique (« États-Unis ») et en Europe, principalement au Royaume-Uni, par l'intermédiaire de Cogeco Câble inc. (« Cogeco Câble »), exerce des activités de radiodiffusion par l'intermédiaire de Cogeco Diffusion Acquisitions inc. (« Cogeco Diffusion ») et opère une entreprise spécialisée dans le domaine de l'affichage publicitaire extérieur dans les transports collectifs par l'entremise de Métromédia CMR Plus inc. (« Métromédia ») (voir note 3 pour une description détaillée des opérations).

Le siège social de la Société est situé au 5, Place Ville Marie, bureau 1700, Montréal (Québec) H3B 0B3.

1. BASE D'ÉTABLISSEMENT

Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés ont été préparés conformément à la Norme comptable internationale (« IAS ») 34, *Information financière intermédiaire*, et ne comprennent pas toute l'information qui doit être présentée dans les états financiers annuels. Certains renseignements et informations à fournir par voie de note qui figurent dans des états financiers annuels n'ont pas été présentés ou sont résumés lorsqu'ils ne sont pas considérés comme essentiels à la compréhension de l'information financière intermédiaire de la Société. Par conséquent, les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés doivent être lus conjointement avec les états financiers annuels de l'exercice 2014.

Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés ont été préparés selon les mêmes méthodes comptables que la Société a adopté dans ses états financiers annuels consolidés de l'exercice 2014. Les méthodes comptables ont été appliquées systématiquement à travers toutes les périodes présentées dans les états financiers consolidés intermédiaires sauf indication contraire.

Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés ont été préparés sur une base de continuité d'exploitation en utilisant le coût historique, sauf pour les instruments financiers et les instruments financiers dérivés, les accords de paiement fondé sur des actions réglés en trésorerie et les actifs des régimes de retraite, qui ont été comptabilisés à la juste valeur, et pour les obligations au titre des prestations définies et les provisions, qui ont été comptabilisés à la valeur actualisée.

L'information financière est présentée en dollars canadiens, soit la monnaie fonctionnelle de COGECO inc.

Les résultats opérationnels pour la période intermédiaire ne sont pas nécessairement représentatifs des résultats opérationnels pour l'ensemble de l'exercice. La Société ne s'attend pas à ce que la nature saisonnière de ses activités soit un facteur significatif sur le plan des résultats trimestriels, hormis le fait que dans le secteur de la câblodistribution et des services de données aux entreprises, le nombre de clients du service de Télévision et du service d'IHV est généralement plus faible au second semestre de l'exercice en raison de la diminution de l'activité d'abonnements liée au début de la période des vacances, de la fin de la saison de télévision ainsi que du fait que les étudiants quittent les campus à la fin de l'année scolaire. La Société offre ses services dans plusieurs villes comptant des universités ou des collèges, notamment Kingston, Windsor, St. Catharines, Hamilton, Peterborough, Trois-Rivières et Rimouski, au Canada, ainsi que dans la région de la Pennsylvanie et, dans une moindre mesure, en Caroline du Sud, au Maryland et au Delaware, aux États-Unis. Aux États-Unis, la région de Miami est également assujettie à des variations saisonnières attribuables aux résidents qui passent l'hiver à Miami et qui retournent chez eux vers la fin du printemps, pour revenir à l'automne.

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés ont été approuvés par le conseil d'administration de COGECO inc. lors de la réunion tenue le 8 avril 2015.

2. DÉVELOPPEMENTS AU SUJET DES CONVENTIONS COMPTABLES

Tel que décrit à la note 4 des états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 août 2014, les normes suivantes publiées par l'*International Accounting Standard Board* (l'« IASB ») ont été adoptées par la Société le 1^{er} septembre 2014 et n'ont pas d'impact sur la performance financière de la Société :

- Modifications d'IAS 19, *Régime à prestations définies: Cotisations des membres du personnel* qui s'appliquent aux cotisations versées par des membres du personnel ou des tiers à un régime à prestations définies. Les modifications visent à simplifier la comptabilisation des cotisations qui ne sont pas liées au nombre d'années de service par exemple, les cotisations des employés, qui sont calculées en fonction d'un pourcentage fixe de leur salaire; et
- IFRIC 21, *Droits ou taxes* qui détermine la comptabilisation d'une obligation au titre d'un droit ou d'une taxe sans lien avec les impôts sur le résultat. L'interprétation porte sur la définition d'un fait générateur d'obligation qui donne lieu au paiement d'un droit ou d'une taxe, et sur le moment où un passif doit être comptabilisé.

COGECO INC.
NOTES ANNEXES

28 février 2015

(non audité)

(les données des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les données par action)

3. SECTEURS OPÉRATIONNELS

Le bénéfice sectoriel (perte sectorielle) de la Société pour la période est présenté(e) en deux secteurs opérationnels: le secteur de la câblodistribution et des services de données aux entreprises et le secteur autres.

Le secteur de la câblodistribution et des services de données aux entreprises fourni, principalement à une clientèle résidentielle, une vaste gamme de services de Télévision, de services IHV et de Téléphonie. Il fournit également aux petites et moyennes entreprises des solutions d'affaires, ce qui comprend des services de réseautage de données, d'Ethernet, d'hébergement Web, d'accès IHV et de voix sur IP. Ce secteur fournit aussi par le biais de ses centres de données informatiques, des services de co-implantation, des services d'hébergement gérés et dédiés, des services de technologie de l'informatique gérés, des services d'informatique en nuage et des services de connectivité aux petites, moyennes et grandes entreprises et à la clientèle du secteur public par l'entremise de ses réseaux optiques.

Le secteur autres inclut les activités de la radiodiffusion, de la représentation spécialisée dans le domaine de l'affichage publicitaire dans les transports collectifs et du siège social, ainsi que les éliminations intersectorielles.

Les activités liées au secteur de la câblodistribution et des services de données aux entreprises sont exercées au Canada, aux États-Unis et en Europe principalement au Royaume-Uni, et les activités du secteur autres sont exercées au Canada.

La Société évalue le rendement de chaque secteur opérationnel selon son bénéfice (perte) de la période. Les transactions intersectorielles sont évaluées à la valeur établie entre les parties.

Trois mois clos le 28 février						
	Câblodistribution et des services de données aux entreprises		Autres		Consolidé	
	2015	2014	2015	2014	2015	2014
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Produits⁽¹⁾	509 470	486 008	27 434	32 469	536 904	518 477
Charges opérationnelles	278 206	264 227	29 629	32 443	307 835	296 670
Honoraires de gestion – COGECO inc.	—	165	—	(165)	—	—
Frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition	1 339	346	—	—	1 339	346
Amortissements	116 855	113 133	1 449	1 322	118 304	114 455
Charges financières	35 524	32 918	1 800	1 474	37 324	34 392
Impôts sur le résultat	18 640	14 838	(1 576)	(691)	17 064	14 147
Bénéfice (perte) de la période	58 906	60 381	(3 868)	(1 914)	55 038	58 467
Acquisition d'immobilisations corporelles	98 810	76 193	903	1 191	99 713	77 384
Acquisition d'immobilisations incorporelles et d'autres actifs	3 863	4 613	—	—	3 863	4 613

(1) Pour la période de trois mois close le 28 février 2015, les produits par marché géographique comprennent 380 741 \$ au Canada (382 407 \$ en 2014), 145 427 \$ aux États-Unis (126 566 \$ en 2014) et 10 736 \$ en Europe (9 504 \$ en 2014).

COGECO INC.
NOTES ANNEXES

28 février 2015

(non audité)

(les données des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les données par action)

Six mois clos le 28 février					
	Câblodistribution et des services de données aux entreprises		Autres		Consolidé
	2015	2014	2015	2014	2015
	\$	\$	\$	\$	\$
Produits⁽¹⁾	1 006 471	960 988	68 816	74 460	1 075 287
Charges opérationnelles	546 470	518 176	65 765	71 425	612 235
Honoraires de gestion – COGECO inc.	9 877	9 674	(9 877)	(9 674)	—
Frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition	1 339	594	—	—	1 339
Amortissements	231 448	228 887	2 903	2 662	234 351
Charges financières	71 252	65 467	3 608	2 947	74 860
Impôts sur le résultat	30 470	28 111	1 631	1 873	32 101
Bénéfice de la période	115 615	110 079	4 786	5 227	120 401
Total de l'actif⁽²⁾	5 452 899	5 173 741	194 836	193 989	5 647 735
Immobilisations corporelles ⁽²⁾	1 888 637	1 830 971	20 563	21 299	1 909 200
Immobilisations incorporelles ⁽²⁾	1 992 120	1 894 846	90 717	91 341	2 082 837
Goodwill ⁽²⁾	1 349 323	1 220 529	39 125	39 125	1 388 448
Acquisition d'immobilisations corporelles	198 226	157 166	1 544	2 682	199 770
Acquisition d'immobilisations incorporelles et d'autres actifs	7 330	8 729	—	—	7 330

(1) Pour la période de six mois close le 28 février 2015, les produits par marché géographique comprennent 775 195 \$ au Canada (771 334 \$ en 2014), 279 993 \$ aux États-Unis (246 209 \$ en 2014) et 20 099 \$ en Europe (17 905 \$ en 2014).

(2) Aux 28 février 2015 et 31 août 2014.

Les tableaux suivants présentent certaines données aux 28 février 2015 et 31 août 2014 :

Au 28 février 2015				
	Canada	États-Unis	Europe	Total
	\$	\$	\$	\$
Immobilisations corporelles	1 416 187	442 327	50 686	1 909 200
Immobilisations incorporelles	1 159 627	912 611	10 599	2 082 837
Goodwill	372 835	960 544	55 069	1 388 448

31 août 2014				
	Canada	États-Unis	Europe	Total
	\$	\$	\$	\$
Immobilisations corporelles	1 411 045	389 112	52 113	1 852 270
Immobilisations incorporelles	1 167 763	807 274	11 150	1 986 187
Goodwill	372 835	835 319	51 500	1 259 654

COGECO INC.
NOTES ANNEXES

28 février 2015

(non audité)

(les données des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les données par action)

4. CHARGES D'EXPLOITATION

	Trois mois clos les 28 février		Six mois clos les 28 février	
	2015	2014	2015	2014
	\$	\$	\$	\$
Salaires, avantages du personnel et services impartis	103 601	101 586	205 864	198 681
Coûts de prestations de service ⁽¹⁾	154 795	149 373	305 031	297 099
Coûts liés aux clients ⁽²⁾	17 709	18 189	40 346	39 524
Autres achats externes ⁽³⁾	31 730	27 522	60 994	54 297
	307 835	296 670	612 235	589 601

- (1) Comprend le coût des équipements vendus, les coûts liés au contenu et à la programmation, les paiements à d'autres entreprises de télécommunications, les dépenses liées aux centres de données informatiques, les frais de franchise et les coûts de réseau.
- (2) Comprend les frais de publicité et de marketing, les frais de vente, les frais de facturation, les charges pour créances douteuses et les frais de recouvrement.
- (3) Comprend les frais relatifs aux immeubles à bureau, les honoraires professionnels, les frais liés au Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (« CRTC ») et d'autres frais d'administration.

5. AMORTISSEMENTS

	Trois mois clos les 28 février		Six mois clos les 28 février	
	2015	2014	2015	2014
	\$	\$	\$	\$
Amortissement des immobilisations corporelles	102 089	99 304	202 541	199 566
Amortissement des immobilisations incorporelles	16 215	15 151	31 810	31 983
	118 304	114 455	234 351	231 549

6. CHARGES FINANCIÈRES

	Trois mois clos les 28 février		Six mois clos les 28 février	
	2015	2014	2015	2014
	\$	\$	\$	\$
Intérêts sur la dette à long terme	34 435	33 133	67 837	65 989
Pertes nettes (gains nets) de change	351	573	1 186	(37)
Amortissement des coûts de transaction différés	596	487	1 222	966
Coûts d'emprunt capitalisés ⁽¹⁾	(85)	(592)	(141)	(1 365)
Autres	2 027	791	4 756	2 861
	37 324	34 392	74 860	68 414

- (1) Pour les périodes de trois mois closes le 28 février 2015 et 2014, le taux d'intérêt moyen utilisé pour la capitalisation des coûts d'emprunt était de 4,5 %.

COGECO INC.
NOTES ANNEXES

28 février 2015

(non audité)

(les données des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les données par action)

7. IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT

	Trois mois clos les 28 février		Six mois clos les 28 février	
	2015	2014	2015	2014
	\$	\$	\$	\$
Exigibles	22 338	20 519	41 383	48 685
Différés	(5 274)	(6 372)	(9 282)	(18 701)
	17 064	14 147	32 101	29 984

Le tableau suivant présente le rapprochement entre la charge d'impôts sur le résultat selon les taux d'impôts sur le résultat fédéral et provinciaux réglementaires du Canada et la charge d'impôts sur le résultat consolidée :

	Trois mois clos les 28 février		Six mois clos les 28 février	
	2015	2014	2015	2014
	\$	\$	\$	\$
Bénéfice avant impôts sur le résultat	72 102	72 614	152 502	145 290
Taux d'impôt sur le résultat combiné	26,48 %	26,38 %	26,51 %	26,87 %
Impôts sur le résultat au taux d'impôt sur le résultat combiné	19 090	19 158	40 433	39 039
Ajustement lié aux pertes ou aux bénéfices assujettis à des taux d'impôts sur le résultat inférieurs ou supérieurs	1 399	(52)	2 835	44
Impôts sur le résultat découlant des dépenses non déductibles	1 584	(1 415)	1 589	(1 265)
Incidences fiscales provenant des investissements dans des établissements à l'étranger	(4 394)	(3 946)	(8 774)	(8 517)
Autres	(615)	402	(3 982)	683
Impôts sur le résultat au taux d'impôt effectif	17 064	14 147	32 101	29 984

8. BÉNÉFICE PAR ACTION

Le tableau suivant présente un rapprochement entre le bénéfice par action de base et dilué :

	Trois mois clos les 28 février		Six mois clos les 28 février	
	2015	2014	2015	2014
	\$	\$	\$	\$
Bénéfice de la période attribuable aux propriétaires de la Société	14 867	17 391	41 641	40 446
Nombre moyen pondéré d'actions à droits de vote multiples et d'actions subalternes à droit de vote en circulation	16 734 706	16 729 221	16 739,566	16 729 968
Incidence des unités d'actions incitatives dilutives	78 818	102 817	81,328	103 896
Incidence des unités d'actions liées au rendement dilutives	18 900	—	12,442	—
Nombre moyen pondéré dilué d'actions à droits de vote multiples et d'actions subalternes à droit de vote en circulation	16 832 424	16 832 038	16 833,336	16 833 864
Bénéfice par action				
De base	0,89	1,04	2,49	2,42
Dilué	0,88	1,03	2,47	2,40

COGECO INC.
NOTES ANNEXES

28 février 2015

(non audité)

(les données des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les données par action)

9. DETTE À LONG TERME

	Échéance	Taux d'intérêt %	28 février 2015 \$	31 août 2014 \$
Société mère				
Crédit à terme renouvelable ⁽¹⁾				
Emprunts renouvelables	Février 2020	2,52 ⁽³⁾	18 969	12 975
Déventures non garanties	Novembre 2021	6,50	34 760	34 743
Billets non garantis de premier rang	Mars 2020	6,00	48 859	48 763
Contrat de location-financement	Janvier 2017	3,23	53	66
Filiales				
Crédit à terme renouvelable ⁽²⁾				
Facilité de crédit renouvelable du Canada				
Emprunt renouvelable - 70,5 millions \$ US	Janvier 2020	1,62 ⁽³⁾⁽⁴⁾	88 146	76 654
Emprunt renouvelable - 54,8 millions £ (55,6 millions £ au 31 août 2014)	Janvier 2020	1,96 ⁽³⁾	105 780	100 369
Billets garantis de premier rang				
Série A – 25 millions \$ US	Septembre 2024	4,14	31 114	27 033
Série B – 150 millions \$ US	Septembre 2026	4,29	186 676	162 196
Billets garantis de premier rang				
Série A – 190 millions \$ US	Octobre 2015	7,00 ⁽⁵⁾	237 349	206 201
Série B	Octobre 2018	7,60	54 759	54 729
Billets garantis de premier rang – 215 millions \$ US	Juin 2025	4,30	267 445	232 347
Déventures garanties de premier rang série 2	Novembre 2020	5,15	198 921	198 839
Déventures garanties de premier rang série 3	Février 2022	4,93	198 620	198 537
Déventures garanties de premier rang série 4	Mai 2023	4,18	297 377	297 244
Déventure non garantie de premier rang	Mars 2018	5,94	99 883	99 864
Billets non garantis de premier rang – 400 millions \$ US	Mai 2020	4,88	494 085	428 370
Facilités de crédit de premier rang				
Facilité d'emprunt à terme A - 157 millions \$ US (166 millions \$ US au 31 août 2014)	Novembre 2017	2,05 ⁽³⁾⁽⁴⁾	193 165	177 150
Facilité d'emprunt à terme B - 369,4 millions \$ US (377,65 millions \$ US au 31 août 2014)	Novembre 2019	3,25 ⁽³⁾	448 828	398 211
Facilité de crédit renouvelable - 29 millions \$ US (50 millions \$ US au 31 août 2014)	Novembre 2017	2,05 ⁽³⁾	36 259	54 365
Crédit à terme renouvelable ⁽²⁾				
Facilité de crédit renouvelable du Royaume-Uni – 4,1 millions £ (3,1 millions £ au 31 août 2014)	Janvier 2020	1,95 ⁽³⁾	7 915	5 596
Contrats de location-financement	Mars 2015	3,34 ⁽⁶⁾	241	809
			3 049 204	2 815 061
Moins : tranche à court terme			270 427	32 349
			2 778 777	2 782 712

- (1) Le 12 décembre 2014, la Société a apporté des modifications à sa convention de son crédit à terme renouvelable pour lequel l'échéance a été prolongée de deux années additionnelles, jusqu'au 1^{er} février 2020.
- (2) Le 12 décembre 2014, la filiale de la Société, Cogeco Câble inc., a apporté des modifications à sa convention de son crédit à terme renouvelable pour lequel l'échéance a été prolongée d'une année additionnelle, jusqu'au 22 janvier 2020.
- (3) Taux d'intérêt sur la dette, incluant la marge applicable.
- (4) Au 28 février 2015, les conventions d'échange de taux d'intérêt ont donné lieu à un taux d'intérêt effectif de 1,85 % sur un montant notionnel de 70,5 millions \$ US pour le crédit à terme renouvelable et de 2,27 % sur un montant notionnel de 129,5 millions \$ US pour la facilité d'emprunt à terme A, incluant la marge applicable.
- (5) Les conventions d'échange de devises croisées ont donné lieu à un taux d'intérêt effectif de 7,24 % sur l'équivalent en dollars canadiens de la dette libellée en dollars américains.
- (6) Moyenne pondérée des taux d'intérêts sur les contrats de location-financement.

COGECO INC.
NOTES ANNEXES
28 février 2015

(non audité)

(les données des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les données par action)

10. CAPITAL SOCIAL

A) AUTORISÉ

Nombre illimité :

Actions privilégiées de premier et de second rang pouvant être émises en série, ne comportant aucun droit de vote, sauf tel qu'il est prévu par la loi ou par les statuts de la Société.

Actions à droits de vote multiples, 20 votes par action.

Actions subalternes à droit de vote, 1 vote par action.

B) ÉMIS ET PAYÉ

	28 février 2015	31 août 2014
	\$	\$
1 842 860 actions à droits de vote multiples	12	12
14 989 338 actions subalternes à droit de vote	121 976	121 976
	121 988	121 988
97 294 actions subalternes à droit de vote détenues en fiducie en vertu des régimes d'unités d'actions incitatives et d'unités d'actions liées au rendement (89 146 au 31 août 2014)	(4 797)	(4 025)
	117 191	117 963

Au cours des six premiers mois de l'exercice 2015, les actions subalternes à droit de vote détenues en fiducie en vertu des régimes d'unités d'actions incitatives et d'unités d'actions liées au rendement ont évolué comme suit :

	Nombre d'actions	Montant \$
Solde au 31 août 2014	89 146	4 025
Actions subalternes à droit de vote acquises	34 890	1 979
Actions subalternes à droit de vote distribuées aux employés	(26 742)	(1 207)
Solde au 28 février 2015	97 294	4 797

C) DIVIDENDES

Pour la période de six mois close le 28 février 2015, un dividende déterminé trimestriel de 0,255 \$ l'action, pour un total de 0,51 \$ l'action, ont été versés aux porteurs d'actions subalternes à droit de vote et d'actions à droits de vote multiples, pour un total de 8,5 millions \$, comparativement à un dividende déterminé trimestriel de 0,22 \$ l'action, pour un total de 0,44 \$ l'action, ou 7,4 millions \$ pour la période de six mois close le 28 février 2014.

Au cours de sa réunion du 13 janvier 2015, le conseil d'administration de COGECO a déclaré un dividende déterminé trimestriel de 0,255 \$ par action pour les actions à droits de vote multiples et les actions subalternes à droit de vote, payable le 6 mai 2015 aux actionnaires inscrits en date du 22 avril 2015.

D) RÉGIMES DE RÉMUNÉRATION FONDÉE SUR DES ACTIONS

La Société et sa filiale, Cogeco Câble inc., offrent à certains dirigeants et employés désignés un régime d'options sur actions qui est décrit dans les états financiers consolidés annuels de la Société.

Pour la période de six mois close le 28 février 2015, COGECO inc. n'a attribuée aucune option sur actions à ses employés en vertu du régime d'options sur actions de la Société et aucune option sur action était en circulation aux 28 février 2015 et 31 août 2014.

COGECO INC.

NOTES ANNEXES

28 février 2015

(non audité)

(les données des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les données par action)

En vertu du régime d'options sur actions de Cogeco Câble, les options suivantes ont été attribuées et étaient en circulation au 28 février 2015:

	Options	Prix d'exercice moyen pondéré \$
En circulation au 31 août 2014	730 702	42,66
Attribuées ⁽¹⁾	182 500	61,65
Exercées ⁽²⁾	(137 811)	40,28
Annulées	(34 918)	50,19
En circulation au 28 février 2015	740 473	47,42
Pouvant être exercées au 28 février 2015	246 222	38,22

(1) Au cours la période de six mois close le 28 février 2015, la filiale de la Société, Cogeco Câble inc., a attribué 61 300 (83 650 en 2014) options sur actions à des hauts dirigeants de COGECO inc. qui sont aussi des hauts dirigeants de Cogeco Câble inc.

(2) Pour les options sur actions exercées pendant la période, le prix moyen pondéré de l'action était de 72,33 \$ (50,98 \$ en 2014).

En conséquence, une charge de rémunération de 266 000 \$ et 616 000 \$ (288 000 \$ et 519 000 \$ en 2014) a été comptabilisée pour les périodes de trois et six mois closes le 28 février 2015.

La juste valeur moyenne pondérée des options attribuées par Cogeco Câble au cours de la période de six mois close le 28 février 2015 était de 11,78 \$ (10,55 \$ en 2014) par option. La juste valeur moyenne pondérée des options attribuées a été estimée à la date d'attribution, pour les fins de détermination de la charge de rémunération fondée sur des actions au moyen du modèle d'évaluation des options de Black et Scholes en fonction des hypothèses suivantes :

	2015 %	2014 %
Taux de dividende attendu	1,96	2,05
Volatilité attendue	22,88	24,87
Taux d'intérêt sans risque	1,62	1,87
Durée prévue (en années)	6,2	6,3

La Société et sa filiale, Cogeco Câble inc., offrent également des régimes d'unités d'actions incitatives à l'intention de ses hauts dirigeants et de certains employés désignés, qui sont décrits dans les états financiers consolidés annuels de la Société.

En vertu du régime d'unités d'actions incitatives de la Société, les unités d'actions incitatives suivantes ont été attribuées et étaient en circulation au 28 février 2015 :

En circulation au 31 août 2014	89 146
Attribuées	16 078
Distribuées	(26 742)
En circulation au 28 février 2015	78 482

En vertu du régime d'unités d'actions incitatives de Cogeco Câble inc., les unités d'actions incitatives suivantes ont été attribuées et étaient en circulation au 28 février 2015 :

En circulation au 31 août 2014	247 279
Attribuées ⁽¹⁾	55 787
Distribuées	(60 160)
Annulées	(4 478)
En circulation au 28 février 2015	238 428

(1) Au cours de la période de six mois close le 28 février 2015, la filiale de la Société, Cogeco Câble inc., n'a pas attribué (12 450 en 2014) d'unités d'actions incitatives à des hauts dirigeants de COGECO inc. qui sont aussi des hauts dirigeants de Cogeco Câble inc.

Une charge de rémunération de 1 521 000 \$ et 2 931 000 \$ (1 396 000 \$ et 3 041 000 \$ en 2014) a été comptabilisée pour les périodes de trois et six mois closes le 28 février 2015 relativement à ces régimes.

COGECO INC.

NOTES ANNEXES

28 février 2015

(non audité)

(les données des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les données par action)

En octobre 2014, la Société et sa filiale, Cogeco Câble inc., ont instauré des régimes d'unités d'actions liées au rendement à l'intention de leur hauts dirigeants et employés désignés. Ces régimes ont pour objectif de fidéliser les employés, harmoniser leurs intérêts et ceux des actionnaires et permettre à la Société de soutenir des résultats positifs mesurés selon l'augmentation de la valeur de l'entreprise. Le nombre d'unités d'actions liées au rendement est établi en fonction de la valeur monétaire à l'octroi et le cours de clôture moyen des actions de la Société pour la période de douze mois terminée le 31 août qui précède. Les unités d'actions liées au rendement sont acquises sur une période de trois ans moins un jour en fonction de l'augmentation de la valeur de l'entreprise de la Société ou de la filiale ou de l'entité contrôlée pendant une période de trois ans se terminant le 31 août précédent, ce qui signifie qu'aucune unité d'action liée au rendement ne sera acquise s'il n'y a pas d'augmentation de la valeur de l'entreprise. Les participants ont le droit de recevoir des équivalents de dividendes sous forme d'unités d'actions liées au rendement supplémentaires, mais uniquement à l'égard des unités d'actions liées au rendement qui leur sont acquises. Les unités d'actions liées au rendement sont rachetables en cas de décès, de départ à l'âge normal de la retraite ou de congédiement sans motif.

En vertu du régime d'unités d'actions liées au rendement, les unités d'actions liées au rendement suivantes ont été attribuées par la Société et étaient en circulation au 28 février 2015 :

En circulation au 31 août 2014	—
Attribuées	18 812
Équivalents de dividendes	150
En circulation au 28 février 2015	18 962

En vertu du régime d'unités d'actions liées au rendement de Cogeco Câble inc., les unités d'actions liées au rendement suivantes ont été attribuées par la Société et étaient en circulation au 28 février 2015 :

En circulation au 31 août 2014	—
Attribuées ⁽¹⁾	54 550
Distribuées	(126)
Annulées	(2 801)
Équivalents de dividendes	526
En circulation au 28 février 2015	52 149

(1) Au cours la période de six mois close le 28 février 2015, la filiale de la Société, Cogeco Câble inc., a attribué 11 050 unités d'actions liées au rendement à des hauts dirigeants de COGECO inc. qui sont aussi des hauts dirigeants de Cogeco Câble inc.

Une charge de rémunération de 406 000 \$ et 536 000 \$ a été comptabilisée pour les périodes de trois et six mois closes le 28 février 2015 relativement à ces régimes.

La Société et sa filiale, Cogeco Câble inc., offrent également aux membres des conseils d'administration des régime d'unités d'actions différées qui sont décrits dans les états financiers consolidés annuels de la Société.

En vertu du régime d'unités d'actions différées de la Société, les unités d'actions différées suivantes ont été émises et étaient en circulation au 28 février 2015:

En circulation au 31 août 2014	40 608
Émises	6 394
Équivalents de dividendes	369
En circulation au 28 février 2015	47 371

En vertu du régime d'unités d'actions différées de Cogeco Câble inc., les unités d'actions différées suivantes ont été émises et étaient en circulation au 28 février 2015:

En circulation au 31 août 2014	31 609
Émises	3 412
Rachetées	(9 002)
Équivalents de dividendes	292
En circulation au 28 février 2015	26 311

Une charge de rémunération de 666 000 \$ et 1 020 000 \$ (412 000 \$ et 843 000 \$ en 2014) a été comptabilisée pour les périodes de trois et six mois closes le 28 février 2015 pour l'augmentation du passif, relativement à ces régimes.

COGECO INC.
NOTES ANNEXES
28 février 2015

(non audité)

(les données des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les données par action)

11. CUMUL DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL

	Réserve de converture de flux de trésorerie	Ajustements au titre de l'écart de change	Total
	\$	\$	\$
Solde au 31 août 2013	846	5 331	6 177
Autres éléments du résultat global	(125)	5 033	4 908
Solde au 28 février 2014	721	10 364	11 085
Solde au 31 août 2014	427	8 704	9 131
Autres éléments du résultat global	125	12 704	12 829
Solde au 28 février 2015	552	21 408	21 960

12. TABLEAUX DES FLUX DE TRÉSORERIE

VARIATIONS DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION SANS EFFET DE TRÉSORERIE

	Trois mois clos les 28 février		Six mois clos les 28 février	
	2015	2014	2015	2014
	\$	\$	\$	\$
Créances clients et autres débiteurs	1 009	(3 832)	(10 458)	(11 658)
Charges payées d'avance et autres	(155)	1 894	(5 623)	(4 193)
Dettes fournisseurs et autres créditeurs	464	1 746	(122 774)	(84 098)
Provisions	(571)	1 470	(634)	3 706
Produits différés et perçus d'avance et autres passifs	(1 002)	(1 032)	1 109	524
	(255)	246	(138 380)	(95 719)

13. AVANTAGES DU PERSONNEL

La Société et ses filiales offrent à leurs employés des régimes de retraite contributifs à prestations définies, des régimes de retraite à cotisations définies ou des régimes enregistrés d'épargne-retraite collectifs qui sont décrits dans les états financiers consolidés annuels de la Société.

La charge totale liée à ces régimes s'exprime comme suit :

	Trois mois clos les 28 février		Six mois clos les 28 février	
	2015	2014	2015	2014
	\$	\$	\$	\$
Comptabilisée dans les éléments suivants:				
Charges opérationnelles				
Salaires, avantages du personnel et services impartis				
Coûts des services rendus au cours de la période	3 450	4 359	6 653	7 205
Coûts des services passés	—	565	—	565
Charges financières				
Autres	103	215	206	415
	3 553	5 139	6 859	8 185

28 février 2015

(non audité)

(les données des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les données par action)

14. INSTRUMENTS FINANCIERS

A) GESTION DES RISQUES FINANCIERS

La direction a pour objectif de protéger COGECO inc. et ses filiales contre les risques économiques importants et la variabilité des résultats, et contre certains risques financiers, notamment le risque de crédit, le risque de liquidité, le risque de taux d'intérêt et le risque de change qui sont décrits dans les états financiers consolidés annuels de la Société.

Risque de liquidité

Au 28 février 2015, la Société avait utilisé 19,9 millions \$ de son crédit à terme renouvelable de 50 millions \$ pour une disponibilité restante de 30,1 millions \$ et Cogeco Câble avait utilisé 212,1 millions \$ de son crédit à terme renouvelable modifié de 800 millions \$ pour une disponibilité restante de 587,9 millions \$. Par ailleurs, deux filiales de Cogeco Câble bénéficient également d'une facilité de crédit renouvelable de 187,5 millions \$ (150 millions \$ US) dont 37,8 millions \$ (30,2 millions \$ US) avait été utilisé au 28 février 2015, pour une disponibilité restante de 149,8 millions \$ (119,8 millions \$ US).

Risque de taux d'intérêt

La Société et sa filiale, Cogeco Câble inc., sont exposées au risque de taux d'intérêt relativement à des instruments à taux fixe et à des instruments à taux variable. Les fluctuations des taux d'intérêt auront une incidence sur l'évaluation, le recouvrement et le remboursement de ces instruments. Au 28 février 2015, la totalité de la dette à long terme de la Société portait intérêt à taux fixe, à l'exception des crédits à terme renouvelables et des facilités de crédit de premier rang de la Société. Pour mitiger ce risque, Cogeco Câble inc., a conclu le 22 juillet 2013 des conventions d'échange de taux d'intérêt.

Le tableau suivant montre les conventions d'échange de taux d'intérêt en cours au 28 février 2015:

Type de couverture	Montant notionel	Taux d'intérêt reçu	Taux d'intérêt payé	Échéance	Élément couvert
Flux de trésorerie	200 millions \$ US	Taux de base LIBOR en dollars américains	0,39625 %	25 juillet 2015	70,5 millions \$ US du crédit à terme renouvelable 129,5 millions \$ US de la facilité d'emprunt à terme A

La sensibilité de la charge financière annuelle de la Société à l'égard d'une variation de 1 % du taux d'intérêt applicable à ces facilités est d'approximativement 4,0 millions \$ en fonction de la dette existante au 28 février 2015.

Risque de change

La Société est exposée au risque de change relativement à sa dette à long terme libellée en dollars américains qui n'est pas désignée comme instrument de couverture sur ses investissements en dollars américains. Afin de réduire ce risque, la Société a établi des lignes directrices selon lesquelles des conventions d'échange de devises peuvent être utilisées pour établir les taux de change applicables à sa dette à long terme libellée en dollars américains. Toutes ces conventions sont utilisées exclusivement à des fins de couverture. Par conséquent, le 2 octobre 2008, la filiale de la Société, Cogeco Câble inc., a conclu une convention d'échange de devises croisées en vue de fixer les paiements d'intérêt et de capital sur les billets garantis de premier rang, série A.

Le tableau suivant montre la convention d'échange de devises croisées en cours au 28 février 2015:

Type de couverture	Montant notionel	Taux d'intérêt reçu	Taux d'intérêt payé	Échéance	Taux change	Élément couvert
Flux de trésorerie	190 millions \$ US	7,00 % US	7,24 % CA	1 ^{er} octobre 2015	1,0625	190 millions \$ US de billets garantis de premier rang, série A

L'incidence d'une variation de 10 % du taux de change pour la conversion du dollar américain et de la livre sterling ferait varier les charges financières d'approximativement 6,9 millions \$ en fonction de la dette existante au 28 février 2015.

De plus, les investissements de la Société dans des établissements à l'étranger sont exposés au risque de marché imputable aux fluctuations du taux de change, principalement en ce qui a trait aux variations de la valeur du dollar canadien par rapport au dollar américain et à la livre sterling. Ce risque est réduit puisque la majeure partie des prix d'achats d'Atlantic Broadband et de Peer 1 Hosting a été empruntée directement en dollars américains et en livres sterling.

Le tableau suivant montre les investissements dans des établissements à l'étranger en cours au 28 février 2015:

Type de couverture	Montant notionel de la dette	Investissement global	Élément couvert
Investissement net	860,5 millions \$ US	1,1 milliard \$ US	Investissement net dans des établissements à l'étranger en dollars américains
Investissement net	54,8 millions £	61,2 millions £	Investissement net dans des établissements à l'étranger en livres sterling

COGECO INC.
NOTES ANNEXES
28 février 2015

(non audité)

(les données des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les données par action)

Le taux de change utilisé pour convertir en dollars canadiens les montants des comptes de l'état de la situation financière libellés en dollars américains et en livres sterling au 28 février 2015 était de 1,2503 \$ pour un dollar américain et 1,9303 \$ pour une livre sterling. L'incidence d'une variation de 10 % du taux de change pour la conversion du dollar américain et de la livre sterling en dollars canadiens ferait varier les autres éléments du résultat global d'approximativement 30,6 millions \$.

B) JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS

La valeur comptable de tous les instruments financiers de la Société correspond approximativement à leur juste valeur, à moins d'indication contraire dans le tableau suivant :

	28 février 2015		31 août 2014	
	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur
	\$	\$	\$	\$
Dette à long terme	3 049 204	3 221 526	2 815 061	2 943 371

Tous les instruments financiers comptabilisés à la juste valeur dans l'état consolidé intermédiaire de la situation financière doivent être classés à l'intérieur de trois niveaux de hiérarchie de juste valeur, qui sont :

- Niveau 1 : prix cotés (non rajustés) sur des marchés actifs pour des actifs ou passifs identiques;
- Niveau 2 : données autres que les prix cotés visés au niveau 1 qui sont observables pour l'actif ou le passif, directement (à savoir des prix) ou indirectement (à savoir des dérivés de prix); et
- Niveau 3 : données pour l'actif ou le passif qui ne sont pas fondées sur des données de marché observables (données non observables).

La Société considère que sa dette long terme et ses instruments financiers dérivés sont classés au niveau 2 selon la hiérarchie de juste valeur. La juste valeur des instruments financiers dérivés est estimée en utilisant des modèles d'évaluation qui reflètent les flux de trésorerie futurs sur la durée contractuelle des instruments financiers dérivés et des données de marché observables, comme des courbes de taux d'intérêt ou de taux de conversion de devises.

C) GESTION DU CAPITAL

Aux 28 février 2015 et 31 août 2014, la Société se conformait à toutes les clauses restrictives et n'était assujettie à aucune autre exigence extérieure en matière de capital.

Le tableau suivant résume certains des principaux ratios servant à assurer le suivi et la gestion de la structure du capital de la Société :

	28 février 2015	31 août 2014
Endettement net de premier rang ⁽¹⁾⁽²⁾ / BAIIA ajusté ⁽³⁾	2,3	2,1
Endettement net ⁽²⁾⁽⁴⁾ / BAIIA ajusté ⁽³⁾	3,2	3,0
BAIIA ajusté ⁽³⁾ / charges financières ⁽³⁾	6,2	6,5

- (1) L'endettement net de premier rang est défini comme le total de l'endettement bancaire, des paiements en capital sur la dette à long terme et des instruments financiers dérivés, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie et des paiements en capital sur les débentures non garanties, la débenture non garantie de premier rang et les billets non garantis de premier rang.
- (2) Excluant la trésorerie et équivalents de trésorerie d'Atlantic Broadband et de certaines filiales non-significatives non-restreintes ainsi que les facilités de crédit de premier rang sans recours.
- (3) Calcul fondé sur le BAIIA ajusté et sur les charges financières pour les périodes de douze mois closes le 28 février 2015 et 31 août 2014 excluant Atlantic Broadband et certaines filiales non-significatives non-restreintes.
- (4) L'endettement net se définit comme le total de l'endettement bancaire, des paiements en capital sur la dette à long terme et des instruments financiers dérivés, du solde à payer relativement à un regroupement d'entreprises, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie.

SECTEUR DE LA CÂBLODISTRIBUTION ET DES SERVICES DE DONNÉES AUX ENTREPRISES

STATISTIQUES SUR LES CLIENTS

	28 février 2015	30 novembre 2014	31 août 2014	31 mai 2014	28 février 2014
DONNÉES CONSOLIDÉES					
Unités de service primaire	2 451 156	2 453 272	2 442 184	2 452 118	2 454 627
Clients du service de Télévision	1 004 481	1 014 629	1 023 094	1 034 991	1 044 611
Clients du service d'IHV	898 807	887 988	869 453	865 597	857 786
Clients du service de Téléphonie	547 868	550 655	549 637	551 530	552 230
CANADA					
Unités de service primaire	1 943 658	1 951 317	1 946 022	1 956 444	1 962 077
Clients du service de Télévision	780 477	789 686	797 165	807 831	815 852
Pénétration en pourcentage des foyers câblés	46,4 %	46,8 %	47,3 %	47,9 %	48,5 %
Clients du service d'IHV	698 247	692 911	679 584	676 802	672 981
Pénétration en pourcentage des foyers câblés	41,5 %	41,1 %	40,3 %	40,2 %	40,0 %
Clients du service de Téléphonie	464 934	468 720	469 273	471 811	473 244
Pénétration en pourcentage des foyers câblés	27,6 %	27,8 %	27,8 %	28,0 %	28,1 %
ÉTATS-UNIS					
Unités de service primaire	507 498	501 955	496 162	495 674	492 550
Clients du service de Télévision	224 004	224 943	225 929	227 160	228 759
Pénétration en pourcentage des foyers câblés	43,1 %	43,5 %	43,7 %	43,8 %	44,2 %
Clients du service d'IHV	200 560	195 077	189 869	188 795	184 805
Pénétration en pourcentage des foyers câblés	38,6 %	37,7 %	36,7 %	36,4 %	35,7 %
Clients du service de Téléphonie	82 934	81 935	80 364	79 719	78 986
Pénétration en pourcentage des foyers câblés	16,0 %	15,8 %	15,5 %	15,4 %	15,3 %